

DES ÉTUDIANTS
DÉMASQUENT DES ZOMBIES

PIERRE POILIEVRE
SELON PAUL WELLS

UN PATRIMOINE MONDIAL
MENACÉ PAR ISRAËL





L'actualité



LA FAIM DU CANADA

D'un océan à l'autre,
une crise alimentaire
sans égale dans
l'histoire récente
frappe le pays.

DES INFOLETTRES POUR TOUS VOS BESOINS

 <p>Tous les mardis</p>	 <p>Tous les jeudis</p>
<p>L'actualité santé Des conseils pratiques alliés à la rigueur scientifique, qui permettent de faire des choix éclairés en matière de santé physique et mentale.</p>	<p>L'actualité politique Temps forts, analyses, décryptages, une infolettre incontournable pour les mordus de politique québécoise et canadienne.</p>
 <p>Tous les vendredis</p>	 <p>Tous les samedis</p>
<p>Temps libre Séries télé, nouveautés musicales, sorties, meilleurs romans, apéros... Tout pour combler votre temps libre avec bonheur.</p>	<p>Dollars et cents Astuces et réflexions pour vous aider à faire un peu plus d'argent (ou à en perdre un peu moins !).</p>

Inscrivez-vous à lactualite.com/infolettre



Mars 2025 | vol. 50, N° 02

EN COUVERTURE
14

PAR ÈVE LÉVESQUE ET MARIE-CHRISTINE NOËL



LA FAIM DU CANADA

D'un océan à l'autre, une crise alimentaire sans égale dans l'histoire récente frappe le pays.

PHOTO DE MATTHEW JOYCEY

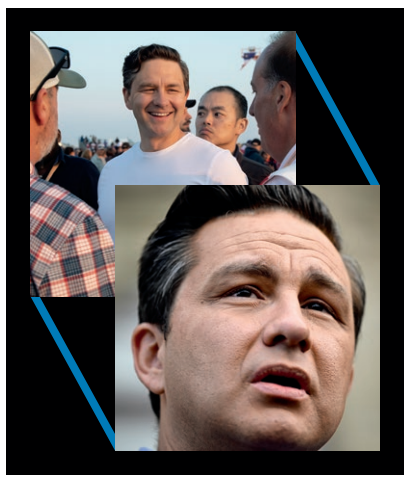
COUVERTURE : COIFFURE ET MAQUILLAGE : MARILOU BERGERON ; RETOUCHE PHOTO : PÉNÉLOPE ST-CYR ROBITAILLE

28

Québécois, Québécoises, voici Pierre Poilievre !

Le probable futur premier ministre du Canada demeure un mystère pour bien des électeurs. Dans cet essai, l'auteur trace le portrait de deux personnes : un homme affable et poli, et un politicien hargneux et obsédé par la victoire.

PAR PAUL WELLS



36

Les chasseurs de zombies de Sherbrooke

Fraude, rançonnement, extorsion, vol d'identité, le cybercrime est partout. Récit d'une enquête d'étudiants de l'Université de Sherbrooke qui a mené à l'un des grands coups de filet de la police.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU



46

On a tiré sur Baalbek

Non loin de Beyrouth, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO qui regorge de joyaux historiques, dont plusieurs remontent à l'Antiquité, a failli être réduit en miettes par les bombardements israéliens sur les positions du Hezbollah.

PAR FABRICE DE PIERREBOURG



58

Rester en selle

Le Québec a créé le plus grand réseau cyclable en Amérique du Nord. La Route verte fête ses 30 ans, mais montre des signes de fatigue évidents. Pour qu'elle demeure en tête de peloton, il faudrait lui donner une poussée dans le dos...

PAR SIMON DIOTTE

**LIGNES DE DÉPART**

7

Chacun de son bord

Au Québec, les jeunes femmes se tournent plus que jamais vers des mouvements politiques de gauche, tandis que de nombreux jeunes hommes virent à droite. Explications.

PAR MARIE-HÉLÈNE PROULX

10

Reconstruire l'intime après une agression

La rééducation périnéale peut aider les victimes de violences sexuelles à guérir leurs maux. Mais elle n'est pas couverte par le système de santé.

PAR ANGIE LANDRY

11

Optimisme retrouvé au PLQ

On se bouscule au portillon de la course au leadership du Parti libéral du Québec. Même les militants rentrent au bercail. La traversée du désert s'achèverait-elle ?

PAR GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

12

Signe des temps

La langue des signes québécoise est unique au monde, le saviez-vous ? Pour cette raison, elle mérite qu'une université du Québec lui consacre un certificat. Ce sera bientôt chose faite.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

13

Magasinage autonome

Alors que les caisses libre-service se répandent, certains magasins, notamment au Québec, vont un cran plus loin : ils n'ont plus de caisse du tout !

PAR MAXIME JOHNSON

CULTURE

67

Des crêpes aux bleuets avec Michel Marc Bouchard

Dramaturge québécois le plus joué au monde avec Michel Tremblay, adapté à l'écran deux fois par Xavier Dolan, il crée une septième pièce au TNM et signe le scénario du nouveau film de Léa Pool.

PAR JEAN-YVES GIRARD

70

Lecture

PAR JULIE ROY

73

En commençant par la fin**CHRONIQUES**

26

Politique

PAR CHANTAL HÉBERT

34

Société

PAR JOSÉE BOILEAU

44

Science

PAR PHILIPPE J. FOURNIER

56

Santé

PAR ALAIN VADEBONCŒUR

64

Champ libre

PAR DAVID DESJARDINS

**L'édito du rédacteur en chef**

Bienvenue dans l'ère néoféodale

Peut-être que le mème est l'héritier du haïku, mais sans les contraintes formelles strictes de cet art littéraire japonais. Pas de nombre de vers ni de séquences de syllabes prédéterminées dans le cas du mème, mais le même objectif de témoigner en quelques mots de la fugacité des choses.

Un des mèmes qui circulent sur les réseaux sociaux ces temps-ci montre un faux panneau publicitaire où il est écrit : « Canada : pas à vendre — Canal de Panamá : pas à vendre — Groenland : pas à vendre — États-Unis : achetés par Elon Musk ».

Voilà, à la manière d'un haïku, l'encapsulation de la crainte que devrait susciter cette douteuse et soudaine affection des Mark Zuckerberg, Elon Musk, Peter Thiel et autres dieux du numérique pour les affaires pourtant terre à terre des gouvernements. Le détournement d'État auquel ils s'approprient à s'adonner vise le monde entier. Aujourd'hui ce sont les États-Unis, demain ce sera l'Allemagne, après-demain le Canada, puis ce sera au tour de la France et du Royaume-Uni.

La prééminence des puissantes entreprises technos sur la société civile était déjà inquiétante. Que trois hommes parmi les quatre plus riches du monde, issus de cette clique, aient été assis ensemble pour manifester leur adoration du nouveau veau d'or le 20 janvier — en plus d'une tralée d'autres supposés *self-made men* — en dit long sur la partie gratuite qu'ils s'attendent à obtenir.

Car il faut en venir à l'évidence que les seigneurs de la Silicon Valley sont des Marie-

Antoinette modernes. Leur servilité affichée sans aucune forme d'amour-propre devant l'empereur de Mar-a-Lago les rend plus dangereux que jamais pour nous, classe de serfs et de gueux à leurs yeux. Nous sommes cette partie gratuite à laquelle ils s'attendent.

Un exemple : la décision de Meta de cesser la vérification des faits sur ses sites et applications pour laisser tout un chacun colporter n'importe quoi n'a rien à voir avec la liberté d'expression dont se réclame Mark Zuckerberg. Ces nouvelles règles ont été fixées après une visite à Mar-a-Lago, à la suite d'un processus de décision hautement inhabituel pour la société propriétaire de Facebook et d'Instagram, rapportait en janvier une enquête du *New York Times*. Trump a déjà menacé Zuckerberg de la prison à perpétuité. Zuckerberg a par ailleurs versé 1 million de dollars dans le fonds d'investissement du 47^e président. C'est quand même moins que les 270 millions qu'Elon Musk a « dompés » dans les poches de Trump pour sa campagne. En passant, depuis qu'Elon Musk s'est entiché de Donald Trump, sa fortune a gagné 50 milliards.

Rappelons que Donald Trump a donné le code du coffre-fort à l'homme le plus riche de la Terre. Les propositions qui émaneront de son département de l'Efficacité gouvernementale ont tout le potentiel de lui profiter, ainsi qu'à ses comparses de la Silicon Valley qu'il a recrutés pour le conseiller, avec des politiques fiscales dévastatrices pour la population — et qui seront imitées partout. Elles risquent aussi de provoquer un désastre environnemental à l'échelle de la planète. On pourrait parler également de Jeff Bezos : ses hommes de main nommés à la tête de son quotidien *The Washington Post* ont transformé cette naguère grande institution de la vérité en journal de variétés *Trump-friendly*.

Cette nouvelle oligarchie semble avoir volé des chapitres entiers du cahier des charges de celle qui maintient Vladimir Poutine au Kremlin depuis 1999. D'ailleurs, pour Peter Thiel, le fondateur de PayPal qui a commandité la nomination de J.D. Vance à la vice-présidence, liberté et démocratie sont incompatibles, il l'a dit en 2009 au Cato Institute. Le peuple ne peut être laissé à lui-même dans le choix de sa destinée.

La liberté, c'est la sienne et celle de ses potes, pour l'essentiel des nihilistes qui estiment plus judicieux d'investir dans des recherches sur leur propre immortalité que dans la philanthropie.

Cette caste d'ultrariches, dont les fortunes personnelles creusent une inégalité avec le reste de l'humanité comme on n'en a jamais vu dans l'histoire, met en œuvre un plan d'anarchistes libertariens dont elle sera l'unique bénéficiaire.

Bienvenue en cette ère néoféodale. ■

ÉRIC GRENIER

L'actualité

Rédacteur en chef **Éric Grenier**
Rédactrice en chef adjointe **Sophie Lachapelle**
Rédactrice principale **Josée Désaulniers**
Directrice artistique **Edith Pelletier**
Chef du pupitre éditorial **Anne Hébert**

JOURNALISTES

Chef du bureau affaires et économie **Marc-André Sabourin**
Chef du bureau politique **Guillaume Bourgault-Côté**
Reporters **Angie Landry, Marie-Hélène Proulx**
Révisseuse de contenu **Catherine Dubé**

PRODUCTION

Directrice artistique adjointe **Christiane Gauthier**
Conceptrice graphique **Grace Mujica**
Chef du pupitre linguistique **Karine Picard**
Révisseuse-correctrice **Constance Havard**
Chef de pupitre adjoint **Benjamin Richer**
Stagiaire au pupitre éditorial **Charlotte Préfontaine**

COLLABORATEURS

Josée Boileau, Myriam Boulianne, Daniel Chrétien, Jean-Philippe Cipriani, Kathleen Couillard, Christopher Curtis, Pascaline David, Fabrice de Pierrebouurg, David Desjardins, Simon Diotte, Nadia Fournier, Philippe J. Fournier, Jean-Yves Girard, Isabelle Grégoire, Taras Grescoe, Chantal Hébert, Rafael Jacob, Maxime Johnson, Michel Labrecque, Gary Lawrence, Joël Leblanc, Ève Lévesque, Pascal Mailhot, Isabelle Mathieu, Karel Mayrand, Jean-Benoît Nadeau, Marie-Christine Noël, Quoc Dinh Nguyen, Catherine Pelchat, Daniel Racine, Karl Rettino-Parazelli, Marie-Lise Rousseau, Julie Roy, Marie-Josée R. Roy, Xavier Savard-Fournier, Patrice Sénécal, Christine St-Pierre, Alain Vadeboncœur, Paul Wells

COMMERCIALISATION

Directeur des solutions clients et partenariats **Martin Cloutier**

OPÉRATIONS

Directeur du développement Web et mobile **Sébastien Groleau**
Directeur du développement technologique **Emmanuel Laverdière**
Coordonnateur technique **Frédéric Sauvé**

VENTES PUBLICITAIRES NATIONALES (KO Média)

Vice-présidente à la stratégie et au développement des affaires
Emmanuelle Giasson

L'actualité, fondé en 1976, est publié 10 fois par année* par Mishmash Média inc.
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 850, Montréal (Québec) H3A 2G4
© 2025 Mishmash Média inc. Le contenu du magazine ne peut être reproduit sans autorisation écrite. Dépôt légal 3^e trimestre 1976 — Bibliothèque nationale du Québec.
Répertorié dans Canadian Periodical Index et dans Repère, ISSN-0383-8714.

L'actualité est membre du Conseil de presse du Québec, de l'Association québécoise des éditeurs de magazines et de Vividata.
Distribué par Messageries Dynamiques.

* La fréquence peut être modifiée sans préavis. Les numéros spéciaux comptent pour deux numéros.

Convention de la poste-publications : N° 43362040.

POUR NOUS JOINDRE

RÉDACTION

lactualite.com/nous-joindre

ABONNEMENTS

abonnements@lactualite.com
1 800 361-6670

VENTES PUBLICITAIRES

514 848-0805, poste 201
martin.cloutier@lactualite.com

VENTES PUBLICITAIRES NATIONALES

egiasson@ko-media.ca

SERVICES AUX ABONNÉS

Pour vous abonner

lactualite.com/abonnement ou
1 800 361-6670

Prix au numéro en kiosque : 10,99 \$

ABONNEMENT TOUT COMPRIS

Versions papier, tablette, téléphone et ordinateur
2 ans : 120 \$

1 an : 72 \$

Mensuel : 8 \$. Taxes en sus.

Frais de livraison en sus pour les abonnements hors du Canada.

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Tablette, téléphone et ordinateur

2 ans : 84 \$

1 an : 48 \$

Mensuel : 6 \$. Taxes en sus.

PROGRAMME PÉDAGOGIQUE

Tarif pour les enseignants de 2,50 \$ par exemplaire. Pour plus d'informations, consultez lactualite.com/pedagogique.

POUR GÉRER VOTRE COMPTE D'ABONNÉ

Payer votre facture, effectuer un changement d'adresse :

SITE INTERNET (sécurisé)

lactualite.com/profil

COURRIEL

abonnements@lactualite.com

TÉLÉPHONE

1 800 361-6670

(Du lundi au vendredi de 9 h à 18 h)

PAR LA POSTE

1435, rue Saint-Alexandre, bureau 850
Montréal (Québec) H3A 2G4

ou

C.P. 11003

Anjou (Québec) H1K 9Z9

ENGAGEMENT ENVERS NOS ABONNÉS

À l'occasion, des organismes demandent à *L'actualité* s'ils peuvent obtenir une liste totale ou partielle de ses abonnés pour leur faire connaître des produits ou des services susceptibles de les intéresser. Si vous préférez que nous ne donnions pas vos nom et adresse (postale ou électronique), vous pouvez nous en informer en utilisant l'un des moyens de communication cités ci-dessus.

LIGNES DE DÉPART

LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART

SOCIÉTÉ

||

Chacun de son bord

Au Québec, les jeunes femmes se tournent plus que jamais vers des mouvements politiques de gauche, tandis que de nombreux jeunes hommes virent à droite. Explications.

PAR MARIE-HÉLÈNE PROULX

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada

L'actualité bénéficie du programme d'aide à l'adaptation numérique des entreprises de la presse d'information écrite du gouvernement du Québec.

Québec



Un curieux phénomène intrigue les experts de la politique depuis quelque temps : dans plusieurs parties du monde, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Corée du Sud et en Allemagne, les garçons et les filles de la génération Z — nés entre le milieu des années 1990 et le début des années 2010 — semblent faire de plus en plus chambre à part, idéologiquement parlant.

C'est-à-dire que les jeunes femmes appuient plus massivement les options politiques progressistes pendant qu'une portion importante de leurs compatriotes masculins dans la même tranche d'âge soutiennent des partis de droite. Une tendance qu'une chercheuse britannique en géographie humaine, Alice Evans, aussi maître de conférences au King's College de Londres, a baptisée le « grand clivage entre les genres » (traduction libre de *The Great Gender Divergence*, le titre du livre qu'elle prépare à ce sujet).

Cette dichotomie n'est pas nouvelle. Il y a 40 ans, les femmes des pays industrialisés étaient par contre plus à droite que les hommes. Elles ont par la suite amorcé un virage à

gauche qui ne s'est pas démenti depuis, ont découvert les politologues américains Ronald Inglehart et Pippa Norris au début des années 2000. Et cela s'applique aussi au Québec.

Mais cette fois, c'est plutôt l'ampleur de l'écart entre les sexes qui surprend — à tel point que le quotidien britannique *Financial Times* a qualifié les Z de « deux générations en une ». D'habitude, pareil conflit d'idées survient surtout entre jeunes et vieux, et non entre des personnes destinées à construire leur vie ensemble.

Le Québec ne semble pas échapper à cette dynamique, indiquent les multiples coups de sonde menés l'automne passé en vue des élections fédérales à venir. Les échantillons de participants sont très modestes — aussi faut-il se garder une petite gêne avant de conclure avec certitude à une fracture au sein des Z. Mais les résultats cohérents d'une maison de sondage à une autre donnent tout de même matière à réfléchir.

Par exemple, selon le groupe Angus Reid, 43 % des hommes canadiens de 18 à 34 ans — dont une partie des répondants sont québécois — ont l'intention de voter pour le Parti conservateur du Canada (PCC) au prochain

scrutin, contre 30 % des filles de leur âge. Les jeunes hommes sont aussi deux fois plus nombreux à avoir une opinion positive du chef du PCC, Pierre Poilievre (50 % contre 27 %), ainsi que du nouveau président des États-Unis, Donald Trump (41 % contre 18 %), révèle une compilation de sondages réalisée par Abacus au Canada, notamment au Québec.

À l'opposé, le Nouveau Parti démocratique (NPD) est largement plus populaire auprès des jeunes Québécoises — 35 % d'appui comparativement à 20 % chez les gars, montre un sondage Léger effectué au Québec en novembre dernier.

« Ce sont des polaroids ; il faudra plus de données dans le temps pour faire la preuve d'un phénomène susceptible de restructurer la politique au Québec et ailleurs au Canada, au-delà du feu de paille ou d'un possible effet de contagion sociale après les élections américaines », insiste Valérie-Anne Mahéo, titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires à l'Université Laval.

Toutefois, ses analyses de l'ensemble des sondages de l'Étude électorale québécoise, menés avant et après chaque scrutin provincial depuis 2007, révèlent un penchant à gauche beaucoup plus important chez les jeunes femmes de 18 à 29 ans — du moins lors des scrutins de 2014 et de 2018. Un écart idéologique qui se traduit aussi aux urnes, puisque depuis 2018, « les jeunes femmes choisissent davantage Québec solidaire, tandis que les jeunes hommes appuient plus fortement la CAQ », note-t-elle.

Cette polarisation s'observe également dans les données étudiées pour *L'actualité* par Yannick Dufresne, directeur du Centre d'analyse des politiques publiques à l'Université Laval. Se basant sur l'Étude électorale canadienne (un sondage mené par Élections Canada auprès de plusieurs dizaines de milliers de personnes lors de chaque scrutin fédéral), l'expert montre qu'entre 2008 et 2015, les Québécois et Québécoises de 18 à 34 ans se déclarant à droite et à gauche le faisaient dans des proportions semblables, mais qu'un clivage entre les sexes s'est progressivement installé par la suite.

« À peine 15 % des filles et des gars s'identifient au centre sur le plan idéologique, une perte de 30 points de pourcentage en 20 ans, affirme Yannick Dufresne, alors que 40 % des jeunes hommes se disent désormais de droite, contre 20 % au début des années 2000. » Quant aux jeunes femmes, elles n'ont jamais été aussi nombreuses à se dire de gauche dans l'histoire du Québec, la proportion atteignant presque 60 %.

Les réseaux sociaux ont sans doute contribué à rendre celles-ci encore plus progressistes que leur mère et leurs grands-mères, soutient Francis Dupuis-Déri, professeur au Département de science politique de l'UQAM. Cela en raison de la diffusion des discours féministes sur le Web et du partage en ligne d'expériences de vio-

LES JEUNES HOMMES SONT DEUX FOIS PLUS NOMBREUX QUE LES JEUNES FEMMES À AVOIR UNE OPINION POSITIVE DU CHEF DU PCC, PIERRE POILIEVRE.

lence sexuelle engendré par le mouvement #MoiAussi en 2017, mais aussi en réaction au « cyberharcèlement atroce » dont les femmes sont régulièrement victimes, estime-t-il.

Quand Donald Trump a remporté les élections américaines l'automne dernier, en partie grâce au vote masculin des 18 à 29 ans qui s'est déplacé de 30 points de pourcentage en faveur des républicains depuis 2020, moult commentateurs y ont vu le triomphe de la masculinité traditionnelle à la Andrew Tate, secouée par le mouvement #MoiAussi et par les revendications des néoprogressistes (que certains appellent *wokes*). Une sorte de revanche des jeunes hommes déclassés par les filles à l'école et au travail, à qui on reproche en plus leurs

« privilèges » et leurs comportements « toxiques ».

Si un ressac antiféministe ne peut être exclu, ces explications sont probablement un peu courtes dans le contexte canadien et québécois. « Dans ses discours, Pierre Poilievre ne remet jamais en cause le droit à l'avortement, par exemple, nuance Valérie-Anne Mahéo. Et les politiques sociales mises en place au Québec, tels le congé parental partageable entre le père et la mère et le réseau public de garderies, valorisent le rôle des femmes et des hommes au sein de la société, du marché du travail et de la famille. Ça envoie un message fort aux citoyens. »

Un sondage réalisé par l'entreprise de données Environics Institute à l'automne 2021 révélait d'ailleurs que 40 % des hommes au Canada se qualifiaient de féministes, contre 28 % deux décennies plus tôt.

L'attrait qu'exerce actuellement le PCC sur une majorité de jeunes hommes québécois est sans doute imputable à l'inflation, au manque criant de logements et au sentiment d'insécurité quant à l'avenir, estiment les experts consultés. « Au cours du XX^e siècle, les hommes ont eu tendance à montrer plus d'enthousiasme que les femmes à l'égard de partis qui promettaient une économie forte et une armée plus puissante », affirme le politologue Francis Dupuis-Déri. Bien sûr, les femmes subissent aussi les contrechocs de la crise financière. « Sauf qu'elles sont davantage portées à chercher des solutions du côté de programmes politiques axés sur la santé, le soutien aux démunis et le bien-être des familles — des enjeux associés aux partis progressistes. »

Il n'y a pas matière, pour l'instant, à s'inquiéter outre mesure des dissensions entre les Z au Québec, juge Valérie-Anne Mahéo. Mais si elles devaient durer, les conséquences ne seraient pas anodines. « Dans une société, on vote des projets de loi, on forge des politiques publiques, alors ça peut devenir très compliqué si on est trop divisés pour se parler. On a besoin de rester en lien les uns avec les autres, même si on ne pense pas tous de la même manière, afin de dégager assez de consensus pour vivre et utiliser nos ressources ensemble. » ■

Reconstruire l'intime après une agression

La rééducation périnéale peut aider les victimes de violences sexuelles à guérir leurs maux. Mais ce volet n'est pas couvert par le système de santé.

PAR ANGIE LANDRY

||



Une blessure chez des victimes de violences sexuelles, qui se traduit par un tas de problèmes de santé, est souvent invisible pour les professionnels de la santé. « Il s'agit de la contraction des muscles du plancher pelvien », précise la physiothérapeute Caroline Arbour, qui pratique en rééducation périnéale et pelvienne (REPP). Mais cette approche, que l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec juge « cruciale pour la qualité de vie de nombreuses personnes », dont les victimes d'agressions sexuelles, n'est pas globalement proposée dans le réseau public de la santé. Actuellement, seuls les traitements offerts pour prévenir ou soigner l'incontinence urinaire sont offerts gratuitement.

Caroline Arbour, qui exerce en cabinet privé à Montréal, fait partie

des 707 physiothérapeutes spécialisés en REPP au Québec, une branche de la physiothérapie centrée sur les dysfonctions autour du plancher pelvien, enseignée au baccalauréat et dans des microprogrammes universitaires de deuxième cycle.

Aussi appelé périnée, et situé à l'intérieur du bassin, le plancher pelvien est souvent comparé à un petit bol ou un hamac et soutient plusieurs organes vitaux, nerfs et vaisseaux sanguins. Lorsque la respiration est compromise (par le stress ou l'anxiété, par exemple), le plancher pelvien se comprime — et comprime tout ce qu'il contient. Plus cette compression dure dans le temps, moins son contenu fonctionnera adéquatement, de sorte que des complications peuvent s'en suivre. Douleurs ressenties lors des relations sexuelles, dans le dos, dans

les hanches, apparition de troubles comme la constipation, alouette. Ultimement, plusieurs des systèmes qui régissent le corps (digestif, urinaire, endocrinien, etc.) peuvent eux aussi être affectés.

À partir de techniques de relâchement, la REPP permet de dénouer des tensions, de mobiliser les articulations ou les nerfs, et propose des exercices pour renforcer ou assouplir les muscles du plancher pelvien. La physiothérapeute Caroline Arbour voit défiler de futures ou nouvelles mères, des personnes aux prises avec des douleurs pelviennes découlant d'un trouble neurologique, et d'autres qui éprouvent au quotidien d'extrêmes douleurs gynécologiques, générées entre autres par l'endométriose. Elle rencontre également de plus en plus de victimes d'agressions — qu'elles soient physiques ou non.

Cette « physiothérapie de l'intime », notamment auprès des personnes ayant vécu des violences sexuelles, doit être davantage reconnue et accessible, clame Mélanie Morin, professeure à la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke. Ses bienfaits commencent à être perçus en clinique, assure-t-elle, mais demeurent non documentés par des études sérieuses.

La recherche scientifique liée à ce qu'englobe la REPP, très récente, a jusqu'ici surtout porté sur l'incontinence ou le prolapsus (« descente d'organe »). L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS), qui a pour mandat d'évaluer des protocoles de prévention ou de traitement pour le compte du ministère de la Santé, s'est penché en 2022 et 2023 sur l'idée d'inclure la REPP dans les services de santé couverts par le régime public. S'il en a recommandé l'accès pour prévenir et traiter l'incontinence urinaire et le prolapsus des organes pelviens, il n'a pas voulu prendre position quant aux douleurs périnéales ou anorectales chez les femmes adultes, jugeant les données actuelles insuffisantes.

« Beaucoup de femmes ne disposent pas du budget nécessaire ou d'un accès à des assurances », rappelle Caroline Arbour. Il est temps, dit-elle, qu'on promeuve collectivement la REPP. ■

MAPO / GETTY IMAGES



Optimisme retrouvé au PLQ

On se bouscule au portillon de la course au leadership du Parti libéral du Québec. Même les militants rentrent au bercail. La traversée du désert s'achèverait-elle ?

PAR GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

||

Il y a un an, quand la course au leadership du Parti libéral du Québec semblait n'intéresser personne — à part un Denis Coderre hésitant —, le chef intérimaire de la formation, Marc Tanguay, avait fait rigoler les journalistes en jurant que son téléphone sonnait, avec au bout du fil des prétendants au poste.

À l'automne, alors que s'accumulaient les avis d'intention de gens désireux de succéder à Dominique Anglade, le chef intérimaire du PLQ en remettait une couche. « J'ai changé mon forfait : j'ai demandé une messagerie longue », racontait-il à des représentants des médias un peu moqueurs.

En entretien avec *L'actualité*, il insiste pour dire que son cellulaire n'a pas dérouté de l'année — ou presque. Et, selon lui, d'autres intéressés pour-

raient s'ajouter à la liste composée, au moment de mettre sous presse, de Pablo Rodriguez, Denis Coderre, Charles Milliard, Frédéric Beauchemin et Marc Bélanger. La course débutera officiellement le 13 janvier 2025, et les candidats ont jusqu'au 11 avril pour remplir les conditions d'admissibilité. Le prochain chef sera élu le 14 juin.

« Beaucoup nous prédisaient une course monotone et peu intéressante, mais ce discours a complètement changé », se réjouit Rafael P. Ferraro, président du PLQ depuis deux ans.

Après des années difficiles, le Parti libéral du Québec donne des signes de vigueur encourageants. Le fait qu'une demi-douzaine de candidats aient levé la main pour tenter de devenir chef de la formation constitue déjà un net progrès par rapport à 2020, quand

Dominique Anglade avait été élue par acclamation. De même, de nombreux libéraux disent observer une renaissance du militantisme sur le terrain. « Le climat est bon, l'humeur est positive, on voit beaucoup de gens qui veulent revenir s'impliquer », assure Rafael P. Ferraro, qui fait écho à ce que d'autres intervenants glissent en entrevue.

La « bougie d'allumage » de cet enthousiasme retrouvé ? Les travaux du comité de relance dirigé par l'ex-journaliste André Pratte et la députée Madwa-Nika Cadet, estiment Marc Tanguay et Rafael P. Ferraro. En 2023, le comité a multiplié les rencontres avec des militants un peu partout au Québec, et produit un rapport qui rendait notamment compte des critiques entendues. « C'était important de saisir la balle au bond », juge la députée Cadet, élue en 2022.

L'exercice a ainsi permis de valoriser la parole de militants qui constataient jusque-là que « leur point de vue et leur travail n'avaient que peu ou pas d'importance pour les dirigeants » du parti. La présentation du rapport a été suivie de colloques régionaux où des groupes de travail formés par la Commission politique nationale ont réfléchi au positionnement libéral sur différentes questions. Des propositions ont été entérinées lors d'un congrès organisé en novembre dernier. Et la course au leadership complètera ce brassage d'idées.

« Il fallait rétablir et actualiser des assises », dit Madwa-Nika Cadet, qui remarque que les militants ont cessé de dresser des bilans pour plutôt se projeter dans l'avenir.

Pour le moment — et contrairement à ce qui s'est passé avec le Parti québécois —, cette vitalité interne ne transparaît pas dans les sondages. Un coup de sonde de Léger dont les résultats ont été publiés en novembre accordait au PLQ 17 % des intentions de vote et à peine 5 % du vote francophone. « C'est tout à fait normal qu'on soit stable dans les sondages quand on est à l'aube d'une course à la chefferie, tempère Marc Tanguay. Mais j'ai toujours eu la conviction que le PLQ allait rebondir. On n'a pas fini de gravir la montagne, mais on s'en va dans la bonne direction. » ■



Signe des temps

La langue des signes québécoise est unique au monde, le saviez-vous ? Pour cette raison, elle mérite qu'une université du Québec lui consacre un certificat. Ce sera bientôt chose faite.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

||

De nombreux Québécois se sont familiarisés avec la langue des signes durant la pandémie, en observant le travail des interprètes aux conférences de presse des premiers ministres François Legault et Justin Trudeau. Pour ceux qui veulent apprendre la langue des signes québécoise (LSQ), l'UQAM lancera en septembre 2025 un certificat complet de 10 cours, le premier du genre dans une université du Québec.

L'UQAM offre depuis 2019 une majeure en interprétation français-LSQ où des personnes déjà formées à la LSQ apprennent à faire l'interprétation vers le français et vice versa. « Mais on n'avait pas de programme pour approfondir les structures de la langue elle-même et la culture sourde », explique la linguiste Anne-Marie Parisot, directrice du nouveau programme ainsi que

du Groupe de recherche sur la LSQ et le bilinguisme sourd. « Le certificat s'adresse à tous ceux qui veulent atteindre un niveau élevé, pour le travail ou par intérêt personnel. »

La très grande majorité des personnes entendant qui ont appris la LSQ l'ont fait par l'intermédiaire de proches ou de cours donnés par des organismes — pour lesquels le nouveau certificat accordera des équivalences. « Mais il nous faut un certificat de niveau universitaire, parce que les cours communautaires ne vont pas plus loin que le niveau intermédiaire », affirme, avec l'appui d'une interprète, Caroline Hould, sourde de naissance et chargée de cours au programme d'interprétation. Également coordinatrice des services de recherche, de développement et de consultation à Eversa, une entreprise qui propose

divers services de soutien en LSQ, Caroline Hould le constate au quotidien : « Nous avons besoin de davantage de bons locuteurs, notamment pour l'embauche d'interprètes et pour assurer les services. »

Ce certificat sera offert à temps partiel sur trois ans. « On veut que les gens progressent sans sauter d'étapes et qu'ils s'exposent à la communauté sourde et à sa culture, qui est très riche », explique Anne-Marie Parisot.

Ainsi, plusieurs cours amèneront les étudiants à réaliser une production artistique, audiovisuelle ou documentaire. Pour ce faire, ils devront consulter la communauté sourde et lui présenter leur travail. « Nous proposerons aussi des cours sur les registres de langue et les formes du discours, en télé, en débat, ajoute Caroline Hould. La langue des signes fait beaucoup appel au corps, qui transmet de l'information, exprime des nuances et des sensibilités culturelles. »

Les deux principales langues des signes utilisées au Canada sont l'américaine (ASL) et la LSQ, selon le dernier recensement. Au Québec, environ 5 740 « signeurs » seraient capables de soutenir une conversation en LSQ et 1 300 en ASL, plus 2 300 dans diverses autres langues des signes.

La LSQ a ceci de particulier qu'elle intègre un lexique inspiré de l'ASL à une grammaire qui se rapproche plutôt de la langue des signes française, selon Anne-Marie Parisot. « Les signeurs québécois se distinguent par leur bilinguisme LSQ-ASL, dit-elle. Ce type de bilinguisme entre deux langues des signes est très rare chez les sourds ailleurs dans le monde. »

Les langues des signes sont des langues dites naturelles qui, comme toutes les autres, évoluent et se transmettent depuis des siècles dans la population et les familles. Cependant, de 1880 à 1960 environ, la plupart des États et des organismes d'entraide les ont bannies pour favoriser l'enseignement de la langue orale et la lecture sur les lèvres.

Depuis, les langues des signes ont repris le devant de la scène. Parfois de façon littérale, comme au Théâtre du Rideau Vert, à Montréal, qui propose désormais des représentations avec interprétation en LSQ. ■

MAINS: ISSARAWAT TATTONG / BETTY IMAGES; MONTAGE: L'ACTUALITÉ

Magasinage autonome

Alors que les caisses libre-service se répandent, certains magasins, notamment au Québec, vont un cran plus loin : ils n'ont plus de caisse du tout !

PAR MAXIME JOHNSON

||



Chez Mamie Clafoutis rue Saint-Denis à Montréal, il n'y a plus aucune caisse enregistreuse. Pour acheter un croissant ou une tarte, il suffit de se servir sur les étagères, de numériser le code QR du produit avec son téléphone et de conclure la transaction sur son appareil.

« On a encore des conseillers à la vente, mais au lieu d'être pris derrière une caisse, ils répondent aux questions des clients. Et si quelqu'un n'a pas de téléphone pour payer, le personnel peut faire la transaction avec un appareil de la boutique », explique Joseph Sabatier, copropriétaire de la chaîne de boulangeries-pâtisseries.

Après les caisses libre-service déployées dans les épiceries, les technologies pour faire ses emplettes de façon autonome percent dans d'autres types

de commerces, qui poussent l'innovation encore plus loin.

Uniqlo et Décathlon installent par exemple des puces RFID dans les étiquettes de leurs produits depuis quelques années; dès que le client dépose ses articles dans un bac à la caisse, ils sont identifiés par radiofréquence et le total s'affiche. Ces puces sont aussi utilisées contre le vol.

Pour Mamie Clafoutis, l'objectif principal est de réduire les files d'attente aux heures de pointe. Mais la technologie de la jeune pousse montréalaise Leav permet également aux clients d'entrer dans la boutique à des moments où le personnel n'y est pas, soit dès 5 h le matin ou en soirée. Pour déverrouiller la porte du local, il faut alors numériser un code QR, créer un compte et effectuer une préautorisation de paiement avec sa carte de crédit.

Le même système a permis l'ouverture, en 2023, du petit dépanneur en libre-service LIB à Saint-Léandre, dans le Bas-Saint-Laurent. L'achalandage y aurait été trop faible pour rentabiliser la présence d'un employé. Les clients peuvent y accéder seuls 24 heures sur 24 grâce à une application ou à une carte de membre.

Amazon pousse ce concept encore plus loin dans ses dépanneurs Amazon Go et dans quelque 200 commerces utilisant sa technologie Just Walk Out, dont certains au Canada. Des caméras installées partout dans le magasin suivent le client à la trace et identifient ce qu'il prend (ou remet) sur les étagères. Et comme il s'est préenregistré avec une appli ou en présentant sa carte de crédit pour entrer, la transaction se conclut sans intervention de sa part, au moment où il sort.

« Les commerces avec d'importants pics d'affluence, comme les comptoirs alimentaires dans les arénes, sont parmi ceux qui peuvent le plus bénéficier de ces technologies », souligne Colleen Aubrey, vice-présidente principale d'Amazon Web Services, responsable notamment des commerces autonomes pour la multinationale.

Les caméras demeurent l'outil privilégié contre le vol à l'étagère, mais d'autres systèmes de surveillance existent. Aux États-Unis, les clients du premier magasin 100 % autonome de l'enseigne Sam's Club (une filiale de Walmart) doivent par exemple sortir sous de grandes arches qui mesurent le volume des articles dans les paniers à l'aide de caméras et comparent le tout avec ce qui a été numérisé et payé avec le téléphone.

Les jours des caissiers ne sont pas comptés dans tous les commerces pour autant. « Ces technologies ne conviennent pas à toutes les entreprises. Ça dépend de l'expérience qu'on veut faire vivre au client », croit Charles de Brabant, directeur général de l'École Bensadoun de commerce au détail de l'Université McGill. Car si personne n'aime faire la file pour payer, tout le monde aime se faire dire qu'il a choisi un beau chandail. ■

Le dépanneur en libre-service de Saint-Léandre.

PAR ÈVE LÉVESQUE
ET MARIE-CHRISTINE NOËL

LA FAIM DU CANADA

D'un océan à l'autre,
la crise alimentaire qui sévit au pays frappe
toutes sortes de gens. Des collectivités
entières se retroussent les manches pour
les soutenir dans un élan d'entraide
admirable, mais insuffisant
sans un effort plus important
des gouvernements.

PHOTO DE MATTHEW JOYCEY

COIFFURE ET MAQUILLAGE: MARILOU BERGERON; RETOUCHE PHOTO: PÉNÉLOPE ST-CYR ROBITAILLE

DANS UN

stationnement d'un centre commercial de la couronne nord de Montréal, Jessica sort ses sacs réutilisables de sa voiture en tenant par la main la petite Olivia, six ans. Nous sommes mercredi soir, 19 h, quelques jours après la rentrée scolaire. La mère de famille vient faire son épicerie comme chaque semaine.

Premier arrêt: le Dollarama.

« Je pense à l'épicerie tous les jours », fait savoir la femme dans la mi-trentaine, les cheveux attachés en chignon et les yeux tirés par la fatigue. « J'ai peur d'oublier des choses à acheter. Et quand je n'ai pas les moyens, ça me tracasse », ajoute Jessica. Nous avons accepté de ne publier que son prénom, comme pour d'autres personnes présentées dans ce reportage, afin d'éviter la stigmatisation liée à leur situation financière.

Jessica parcourt chaque allée. Elle garde en tête les prix de nombreux aliments pour pouvoir les comparer d'un endroit à un autre. « Les pâtes étaient à 1 \$ le paquet il y a quelques mois », dit-elle. Maintenant, elles sont affichées à 1,25 \$, mais elle attend qu'elles descendent à 0,88 \$ dans une des épiceries qu'elle fréquente avant d'en acheter quelques paquets.

La maman de quatre enfants, dont une est en garde partagée, cuisine presque tout maison pour garder la facture au plus bas. Elle pense d'abord aux enfants. « Je ne dépense pas pour moi, je ne mange presque pas. C'est pour eux autres, confie-t-elle en montrant Olivia, assise dans le panier. Moi, je grignote un peu ici et là. Je vais leur en donner plus et je vais me priver. »

Jessica est adjointe administrative et son conjoint travaille dans le milieu de la distribution. Leurs revenus combinés les placent juste en bas de la classe moyenne. Ils louent une maison avec un petit terrain en périphérie de Montréal. Malgré le fait que le couple se relève les manches chaque jour pour aller travailler, Jessica et sa famille font partie des nombreuses personnes qui peinent désormais à se nourrir convenablement au Canada.

Un glissement dramatique s'est en effet opéré depuis 2019 chez beaucoup de travailleurs, observent des spécialistes. Avec l'inflation et la hausse des coûts pour se loger, se déplacer et se nourrir, bien des familles rognent sur le seul de ces trois postes de dépenses qui soit compressible: l'épicerie.

En 2022 au Québec, environ une personne sur six avec un revenu d'emploi était touchée par l'insécurité alimentaire, soit 799 000 Québécois. Dans les provinces canadiennes, plus d'une personne sur cinq (21,9 %) avec un revenu d'emploi faisait partie d'un ménage ayant déclaré vivre de l'insécurité alimentaire, soit environ cinq millions de personnes. Il s'agit d'une augmentation de près de 1,3 million de personnes par rapport à l'année précédente, où le pourcentage était de 16,8 %. Des femmes ou des hommes habitant seuls, mais aussi des couples employés de la fonction publique, des travailleurs essentiels, des gens pour qui la retraite devra attendre...

Certains de ceux qui vivaient déjà avec la peur de n'avoir pas assez à manger ou de devoir lésiner sur la qualité (la définition de l'insécurité alimentaire marginale) voient leur crainte devenir réalité (l'insécurité alimentaire modérée). D'autres commencent à sauter des repas et, à l'extrême, à passer une ou plusieurs journées sans se nourrir (l'insécurité alimentaire grave). Dans les pires cas, ces travailleurs doivent se rendre dans les banques alimentaires, comme solution de dernier recours.

Celles-ci accueillent d'ailleurs de nouveaux clients en nombre record. L'organisme Banques alimentaires Canada a compté plus de 2 millions de visites en mars 2024, dont plus de 720 000 au Québec, selon le rapport de son plus récent Bilan-Faim. C'est le nombre le plus élevé de l'histoire des banques alimentaires du pays, une hausse de 6 % comparativement à 2023. Le pourcentage de la clientèle qui a un emploi a aussi atteint un taux record de 18 % l'an dernier. Au Québec, ce pourcentage est de 20,4 %.

« Tu n'as pas à vivre de l'aide sociale pour souffrir d'insécurité alimentaire. Ce ne sont pas juste les gens super-pauvres qui peinent à nourrir leur famille, ce sont des travailleurs, des familles », confirme Andrée-Anne Fafard

En ouverture et à droite: Jessica pense à l'épicerie tous les jours.

BANQUES ALIMENTAIRES CANADA A COMPTÉ PLUS DE 2 MILLIONS DE VISITES EN MARS 2024, LE NOMBRE LE PLUS ÉLEVÉ DE L'HISTOIRE, UNE HAUSSE DE 6 % COMPARATIVEMENT À 2023. LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE QUI A UN EMPLOI A AUSSI ATTEINT UN TAUX RECORD DE 18 % L'AN DERNIER.



St-Germain, chercheuse en insécurité alimentaire à l'Université de Toronto.

Dans une grande enquête pancanadienne, *L'actualité* est allé à la rencontre de ces travailleurs qui n'arrivent plus à manger à leur faim.

AU NOUVEAU-

Brunswick, Stefany, qui travaille dans la fonction publique, doit faire des choix pour pouvoir « respirer financièrement ». C'est ainsi qu'elle en est venue à cumuler deux emplois. La trentenaire donne des cours de francisation 4,5 heures par semaine aux employés du fédéral et a commencé en 2024 à enseigner 30 heures par semaine dans une école primaire. Quant à son mari, il est gestionnaire de projets dans une université francophone de la Nouvelle-Écosse. Le couple a dû s'exiler dans une petite ville loin de Halifax afin d'avoir les moyens d'acheter une maison abordable.

Les revenus combinés de Stefany et son conjoint sont de 63 144 \$ après impôt. Ce qui les place juste en dessous de la classe moyenne en Nouvelle-Écosse, et en bas du revenu

médian canadien, qui est de 70 500 \$ après impôt (2022). Pourtant, ils travaillent tous les deux 35 heures par semaine.

Pour arriver, Stefany et son conjoint se sont fait un plan de dépenses, notamment un budget d'épicerie. Le couple favorise les produits au rabais et se prive de certains aliments — comme le fromage, dont le prix a augmenté de 18 % de mai 2019 à mai 2024 en Nouvelle-Écosse.

Le fait qu'ils ne mangent pas de viande les aide à réduire la facture, dit Stefany. « La viande, c'est très cher. On prend le temps aussi de choisir nos produits. On achète en vrac le plus possible », explique-t-elle.

C'est dans les trois provinces de l'Atlantique que l'indice des prix à la consommation (IPC) a le plus augmenté de mai 2021 à mai 2022: une hausse de 11,1 % à l'Île-du-Prince-Édouard et de 8,8 % au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Pendant ce temps au Québec, l'IPC atteignait 7,5 %.

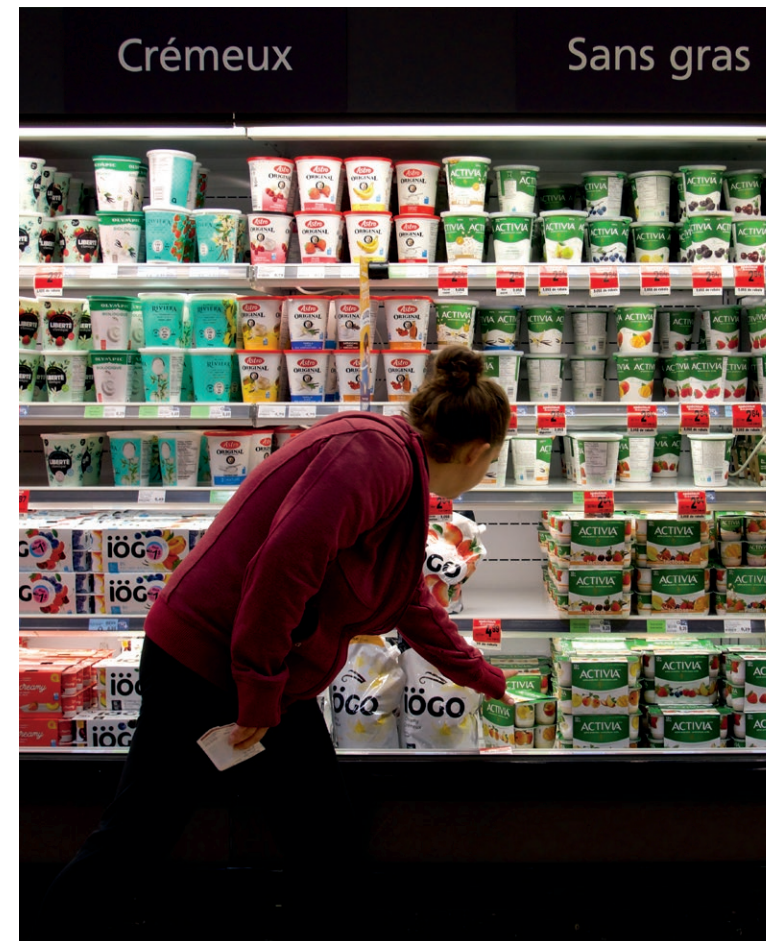
Stefany ne rêve pas d'abondance ni d'excès. Lorsqu'on lui demande son scénario idéal, elle répond candidement qu'elle aimerait « pouvoir respirer, choisir des aliments frais ».

DANS L'OUEST

canadien, la situation est particulièrement criante. Trois des cinq villes où le loyer moyen d'un appartement de deux chambres est le plus élevé au pays se trouvent en Colombie-Britannique et en Alberta, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Et la pression sur le portefeuille est accentuée dans les régions qui ont connu l'essor de l'exploitation pétrolière et gazière, comme l'Alberta. C'est sans parler des personnes qui vivent seules et qui ne peuvent compter que sur leur propre revenu pour payer le coût du logement.

C'est le cas de Mandi Lane, rencontrée dans le hall de l'hôtel où elle travaille comme réceptionniste à Hinton, à près de 300 km de la capitale albertaine.

« Je ne suis qu'à une seule paye de redevenir une cliente de la banque ali-



MARIE-CHRISTINE NOËL

mentaire», dit-elle. La femme aux bras tatoués et à la monture de lunettes rose a bénéficié des services de la banque lorsqu'elle était enfant, une période dont elle se souvient avec gratitude et qui la pousse aujourd'hui à travailler avec acharnement.

«Je suis célibataire, j'ai 34 ans, j'ai un emploi à temps plein et un autre à temps partiel. Parfois, je garde aussi des enfants pour arrondir les fins de mois. Et c'est quand même difficile», raconte Mandi Lane.

Hinton, une municipalité de moins de 10 000 habitants, est située sur le tracé de l'oléoduc Trans Mountain, à moins d'une heure de route de Jasper. L'endroit a attiré des travailleurs de partout au Canada durant la première décennie des années 2000. L'entreprise promettait que l'expansion de l'oléoduc amènerait des dizaines de milliers d'emplois et des retombées économiques importantes pour toutes les villes à proximité du tracé. Mais le projet, repris par Ottawa, a mis 12 ans à voir le jour, notamment pour des raisons d'acceptabilité sociale, et l'oléoduc n'atteindra pas son plein rendement avant longtemps. Les retombées, elles, sont moindres que prévu.

Avec l'inflation à 4,2 % en février 2024 en Alberta, la plus élevée au pays pour ce mois-là, Mandi Lane n'est plus en mesure de manger trois fois par jour. «Je vais dormir plus tard le matin pour sauter le déjeuner. Si j'ai une miche de pain et du beurre d'arachide, je vais parfois manger ça trois fois durant ma journée. Mais prendre des collations, c'est devenu un luxe.»

Lorsqu'elle en a l'occasion, elle ramasse des canettes afin de payer l'essence pour aller au Costco, à Edmonton, où elle peut acheter des denrées en plus grande quantité pour moins cher : un trajet de 3 heures 20 seulement pour s'y rendre.

À quelques pas de l'hôtel où Mandi Lane travaille se trouve le centre d'emploi où Vanessa Lafleur est coordonnatrice du programme pour sans-abris. Son bureau, aux allures de salon des années 1970, est rempli de boîtes de vêtements à donner. La mère de trois enfants y passe de longues heures chaque semaine depuis les quatre dernières années.

«J'ai un bon travail, je suis mère de famille monoparentale, dit la coor-

donnatrice de 50 ans. Et je souffre moi-même d'insécurité alimentaire.»

Vanessa Lafleur se prive parfois pour que ses enfants puissent manger. «Souvent, je tente de cuisiner des choses saines, mais il y a beaucoup d'aliments que je ne peux pas me permettre d'acheter. Je finis donc par manger des *carbs* [glucides] en grande quantité, parce que des patates et du pain, ça remplit.»

L'ANXIÉTÉ LIÉE

à l'insécurité alimentaire est non négligeable, commente la chercheuse Andrée-Anne Fafard St-Germain. «Un stress toxique vient affecter la santé des gens, surtout la santé mentale. Il est causé par cette négociation constante entre le loyer, l'épicerie et les besoins des enfants. C'est stressant de savoir que tes enfants peuvent en souffrir et que tu risques toi-même de ne pas manger à ta faim. Puis il y a le fait que tu devrais y arriver, parce que tu travailles... mais que tu n'y arrives pas. Ça gruge.» À cela s'ajoutent les commentaires culpabilisants qui fusent dès qu'on parle de ce sujet, ce qui pousse de nombreuses personnes à garder le silence.

Du stress, Guylaine en vit au quotidien. Pour ne pas être jugée, elle a demandé que même son prénom soit changé. Concierge à temps plein depuis une dizaine d'années dans une école de la Rive-Sud (Montréal), Guylaine gagne 21 \$ l'heure. La femme dans la soixantaine paie seule son appartement de quatre pièces et demie qui lui coûte 950 \$ par mois. Elle a dû se faire à l'idée de s'éloigner de son travail pour se trouver un logement

À gauche : Mandi.
À droite : Vanessa et ses enfants.



EVE LÉVESQUE



« APRÈS AVOIR PAYÉ LES FACTURES, IL NE ME RESTE PLUS RIEN OU PRESQUE. DEPUIS OCTOBRE 2022, J'AI BESOIN DE LA BANQUE ALIMENTAIRE CHAQUE SEMAINE. » — GUYLAINE, CONCIERGE DANS UNE ÉCOLE DE LA MONTÉRÉGIE

décent en bas de 1 000 \$, ce qui la plonge dans les embouteillages chaque jour.

«Après avoir payé les factures, il ne me reste plus rien ou presque, dit-elle. Depuis octobre 2022, j'ai besoin de la banque alimentaire chaque semaine. On me donne un panier adapté à mes allergies alimentaires et je reçois une carte-cadeau de 35 \$ pour des biens nécessaires ou autres. Parfois, on reçoit des fruits et des légumes, des œufs, du lait. Bref, ce qui coûte cher. Ça me rend vraiment contente.»

L'aide alimentaire qu'elle obtient lui permet de ne pas se retrouver à nouveau dans la rue, comme ce fut le cas il y a plusieurs années. Guylaine a multiplié les emplois, mais elle a aussi connu des creux de vague qui l'ont menée à la pauvreté. «J'ai été longtemps en mode survie. Je n'ai pas

beaucoup de scolarité. Un jour, j'ai trouvé une *job* comme surveillante à l'école, on m'a ensuite offert des heures comme concierge. J'ai trimé dur. Je ne veux pas finir dans la rue. On est toujours proche d'une *bad luck*.»

Guylaine n'a pas assez d'économies pour espérer une retraite bientôt, même si elle travaille pour l'État. «Je vais devoir continuer à décaper des planchers, à déplacer des meubles, à laver des toilettes et des fenêtres jusqu'à tant que je ne puisse plus le faire.»

La sexagénaire est loin d'être seule dans cette situation. «Les travailleurs essentiels, dont beaucoup de femmes, ne sont pas bien payés», lâche François Fournier, de l'Observatoire québécois des inégalités, un organisme qui se penche sur les causes et les conséquences des inégalités sociales ainsi que sur leurs solutions. Il évoque différents métiers comme ceux de concierge, d'infirmière ou de préposée aux bénéficiaires.

DÉJÀ QUE

la nourriture est le seul poste de dépenses sur lequel ils ont un peu de prise, les travailleurs canadiens doivent en plus jongler avec l'explosion du coût du panier d'épicerie. Le prix des fruits frais a augmenté de 17,6 % de mai 2021 à mai 2023, selon Statistique Canada. Durant la même période, le prix des légumes a monté de 20,1 % au pays. Le kilo de poitrines de poulet, qui coûtait 12,55 \$ en mai 2021, est passé à 13,82 \$ en mai 2023. Le prix au kilo d'autres aliments a aussi grimpé : le bœuf haché, de 9,37 \$ à 11,23 \$; les oignons, de 4,29 \$ à 5,27 \$; les raisins, de 6,70 \$ à 10,14 \$; les poivrons, de 7,09 \$ à 8,11 \$.

Pour expliquer ces hausses, Maurice Doyon, professeur titulaire au Département d'économie agroalimentaire et

des sciences de la consommation de l'Université Laval, mentionne le prix de l'équipement des agriculteurs, qui a triplé en quelques années. Le coût des engrais a également augmenté, tout comme celui des assurances. Puis, les perturbations climatiques compromettent la production des fruits et légumes. C'est sans parler de la hausse des coûts du transport, de l'essence et de la main-d'œuvre.

De plus, le milieu de la transformation manque de travailleurs et les salaires ont augmenté, énumère Maurice Doyon. Les épiciers ont aussi vu leurs factures de chauffage, d'éclairage, d'entretien et de construction monter, de même que les payes de leurs employés.

L'inflation alimentaire est telle qu'elle est venue à bout de la résistance que des consommateurs éprouvaient à l'égard de commerces plus abordables, ce qui a bénéficié à certaines chaînes. Par exemple, les ventes de Dollarama ont atteint 1,56 milliard de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2025, une augmentation de 5,7 % par rapport à la même période l'année d'avant, selon les chiffres dévoilés en décembre 2024. La chaîne québécoise projette de détenir environ 2 200 magasins au Canada d'ici 2034.

«Le fait qu'il y a une augmentation de l'achat d'aliments dans des magasins comme Dollarama, c'est un signe d'appauvrissement», soutient le chercheur François Fournier.

Les consommateurs y trouvent des produits identiques à ceux vendus dans les grandes chaînes, expose Maurice Doyon. Ils ne sont pas toujours offerts à un meilleur prix, dit-il, «mais c'est souvent le cas. Il y a 15 ans, il n'y avait pas grand-chose en épicerie [chez Dollarama]. Tu allais y acheter des conserves, des biscuits et des tablettes de chocolat. Et aujourd'hui, quelqu'un peut penser y faire un pourcentage important de son marché».

AU CANADA,

c'est la Colombie-Britannique qui demeure la province la moins abordable. Le coût de la vie, les secteurs de



ressources en transition et les catastrophes naturelles, dont de violents incendies de forêt qui l'ont frappée dernièrement, y font pression sur le portefeuille, selon le plan ministériel 2024-2025 de Développement économique Canada pour le Pacifique. Le coût du logement est aussi problématique. À la fin 2023, le prix moyen des maisons était de 967 200 \$, soit 47 % de plus que la moyenne nationale, d'après le plan. Le loyer mensuel pour deux chambres coûtait en moyenne 2 181 \$ à Vancouver (en hausse de 8,6 %, selon la SCHL) et 1 839 \$ à Victoria, alors que la moyenne nationale était de 1 359 \$.

À Campbell River, ville de 38 000 habitants sur l'île de Vancouver, Mark Galbraith offre ses services d'homme à tout faire, qui s'ajoutent à son emploi à temps plein de charpentier, pour arrondir ses fins de mois. Il habite avec sa conjointe, une fillette en garde partagée, un bébé ainsi qu'un chien dans un quartier modeste, qui contraste grandement avec le reste de cette ville à 265 km de Victoria, la capitale. Un peu plus haut, dans la montagne, les propriétés cossues avec vue sur le détroit de Géorgie s'enchaînent.

«Il y a deux classes de gens à Campbell River», affirme Mark Galbraith, vêtu d'un manteau usé par le boulot. «Il y a ceux qui ont beaucoup d'argent, et ceux qui n'en ont pas.» Il en est à son 17^e jour de travail de suite en ce printemps 2024. Sa conjointe, qui est travailleuse autonome, est en congé de maternité. Ils n'ont donc qu'un seul revenu, puisque son épouse ne bénéficie d'aucune prestation (en Colombie-Britannique, c'est le régime fédéral d'assurance-emploi qui offre les prestations de congé de maternité). Le père de famille gagne 36 \$ l'heure. Sa conjointe et lui habitent dans une maison de trois chambres qu'ils louent 2 600 \$ par mois. Mark Galbraith n'a pas de voiture. Il fait du covoiturage avec son patron et prend l'autobus.

«On est capables de payer ce dont on a besoin, mais on n'a aucune qualité de vie, dit-il. On n'a aucun fonds d'urgence. C'est choquant, parce que je travaille tellement fort.»

En haut : Un rayon de fruits et légumes bien garni. À droite : Mark Galbraith, son fils et son chien.



Une grande disparité règne chez les habitants de Campbell River. On y trouve des gens qui ont vendu à fort prix leur propriété de Vancouver pour venir s'établir en région éloignée, ce qui a fait monter le prix des logements dans tous les quartiers. Le coût de l'épicerie a aussi augmenté et, en raison de la distance, très peu de magasins à bas prix s'y installent. Lors de notre visite en mai, les framboises étaient à 8,99 \$, les hauts de cuisse de poulet étaient à 20,92 \$ le kilo et les raisins à 11,66 \$ en promotion.

«Nous devons aller à la banque alimentaire une fois par mois pour être capables de nous rendre à la prochaine paye», confie le père de famille, résigné.

D'APRÈS LE

rapport du dernier Bilan-Faim de Banques alimentaires Canada, les bénéficiaires des paniers, qu'ils travaillent ou reçoivent de l'aide sociale, dépensent plus de 80 % de leur

revenu disponible uniquement pour la nourriture et le logement. C'est le signe qu'il ne suffit plus de donner des millions de dollars aux différents organismes, il faut mettre en place un plan à long terme pour arrêter l'hémorragie, disent les experts rencontrés par *L'actualité*. Les banques alimentaires sont devenues, selon eux, «un pansement» qu'on met sur une plaie qui ne guérit pas.

Les demandes sont si grandes que Québec a annoncé un investissement de 80 millions de dollars lors du dépôt du budget 2024-2025 pour soutenir l'aide alimentaire. La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, explique qu'une augmentation de l'enveloppe budgétaire a été réclamée au gouvernement par les banques alimentaires alors que le Québec sortait tout juste de la pandémie et que le coût de la vie avait monté considérablement. «On a immédiatement répondu à cette situation d'urgence et nous continuerons à le faire.»

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de Québec solidaire (QS), il n'y a qu'une partie du problème qui est visible. «On se met à devoir investir des fonds publics pour remplir des tablettes de banques alimentaires pour suppléer au fait que les salaires sont bas, dit-il. L'explosion de la fréquentation des banques alimentaires, c'est seulement la pointe de l'iceberg.»

Alexandre Boulerice, député fédéral de Rosemont-La Petite-Patrie et lieutenant du Nouveau Parti démocratique (NPD) au Québec, déplore que ce soient les groupes communautaires qui, souvent, pallient les faiblesses des programmes sociaux. «Les groupes communautaires travaillent comme des damnés. Sans eux, il y aurait un effondrement.»

Tenir des gens à bout de bras, c'est ce que fait la banque alimentaire d'Edmonton, la plus vieille au Canada, où des hommes et des femmes font la queue à l'extérieur pour recevoir leur panier alimentaire en ce jour nuageux de la fin mai. En Alberta, 25,5 % des bénéficiaires de paniers de dépannage ont des revenus d'emploi.

Au début de la file, Tracey Treidler, une bénévole qui approche de la retraite, les attend avec un grand sou-

rire, derrière un petit bureau gris. «Hi, honey», lance-t-elle de sa voix chaleureuse à une mère de famille aux traits tirés et au dos voûté.

«Il y a cinq ans, on aidait 22 000 personnes par mois; aujourd'hui, c'est environ 37 000», dit Tracey Treidler, en surlignant avec son marqueur jaune le nom de la personne qui se trouve devant elle. «Il y a beaucoup de familles, des travailleurs qui ont deux, trois jobs.»

La bénévole assigne un numéro à la dame afin qu'elle puisse recevoir son panier: pain, soupe, légumes, conserves, biscuits, sauce en sachet.

«J'ai vu des gens pleurer de joie à la réception d'un panier alimentaire», raconte Tracey Treidler, avant de marquer une pause, les yeux rougis par l'émotion. «J'ai aussi vu des gens pleurer parce qu'ils n'avaient plus rien pour se nourrir. Nous étions leur dernier espoir.»

Selon Marjorie Bencz, directrice générale de la banque alimentaire d'Edmonton depuis 1989, les différents gouvernements ne se sont pas attaqués assez rapidement au problème d'appauvrissement. «La pauvreté s'est aggravée au Canada, car il y a eu moins d'attention portée à ce sujet. Il y a des priorités plus attrayantes pour les élus. Il faut s'engager dans une forme de réduction de cette pauvreté et ça nécessite la coopération de tous les gouvernements.

«Le système en place fait que les gens n'ont plus le choix de l'endroit où ils vivent parce qu'il n'y a qu'un seul appartement qu'ils peuvent se permettre. Ils sont forcés d'aller à une banque alimentaire parce qu'ils n'arrivent pas. Bref, nous les privons involontairement de choix, en tant que société», dénonce-t-elle.

Le chercheur François Fournier estime qu'avant d'appliquer des solutions, il faut d'abord poser le bon diagnostic. «Il y a tout un discours qu'on entend en parallèle selon lequel la pauvreté, c'est la faute des pauvres. Tu ne budgètes pas, donc on va te donner une formation. Ou tu ne cuisines pas, donc on va t'apprendre à cuisiner. Tout ça, c'est bon. Ça rapproche les gens, ça crée des réseaux. Mais ce n'est pas la solution à l'insécurité alimentaire. C'est l'explication individualiste des inégalités.

«Les gouvernements vont financer les cuisines collectives et ce qu'ils appellent les "initiatives porteuses", comme les frigos communautaires ou des initiatives citoyennes. Chapeau! poursuit François Fournier. Je n'ai rien contre ça, mais en parallèle, il faut des solutions qui augmentent le pouvoir d'achat. Donc, des solutions qui relèvent les revenus et qui exercent un contrôle sur les dépenses.»

CERTAINS EXPERTS

et politiciens soutiennent que nourrir gratuitement les enfants à l'école pourrait régler une partie du problème de l'insécurité alimentaire. En 2022, un enfant québécois sur cinq éprouvait de l'insécurité alimentaire sous une forme ou une autre.

Le Parti québécois et Québec solidaire proposent de mettre en place d'ici 2030 un programme d'alimentation scolaire universel et volontaire dans toutes les écoles primaires et secondaires, comme il en existe déjà dans certains établissements. L'initiative serait financée à la fois par l'État et par les parents, et les écoles sans cuisine feraient affaire avec des traiteurs.

«La contribution parentale moyenne, là où le service est offert, est de 3,50 \$, dit Gabriel Nadeau-Dubois. Donc, on propose de s'inspirer de ce modèle [de contribution] et de donner la possibilité aux parents de cotiser de 0 \$ à 7 \$.»

En bas: Marjorie Bencz dans l'entrepôt de la banque alimentaire d'Edmonton. À droite: Des bénéficiaires.



MARIE-CHRISTINE NOËL

CERTAINS EXPERTS SUGGÈRENT D'ÉTENDRE AUX ÉCOLES ET DANS LE RESTE DU PAYS LE PROGRAMME UNIVERSEL D'ALIMENTATION QUI EXISTE DÉJÀ DANS LES CPE DU QUÉBEC. LE CANADA EST LE SEUL PAYS DU G7 À NE PAS S'ÊTRE ENCORE DOTÉ D'UN PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE.



La proposition semble rejoindre de nombreux Québécois. Selon un sondage Léger réalisé en octobre dernier pour le compte de QS, un peu plus de la moitié (54 %) des citoyens seraient favorables à l'instauration d'un programme de repas gratuits offerts à tous les jeunes.

Certains experts suggèrent d'étendre aux écoles et dans le reste du pays le programme universel d'alimentation qui existe déjà dans les CPE du Québec. Le Canada est le seul pays du G7 à ne pas s'être encore doté d'un programme national d'alimentation scolaire, bien que le fédéral ait annoncé une aide d'un milliard de dollars sur cinq ans pour ce faire lors du dépôt du budget 2024-2025.

La ministre Chantal Rouleau assure être en discussion avec le fédéral afin que Québec reçoive sa part de l'enveloppe. Or, le gouvernement Legault craint de déresponsabiliser les parents avec un tel programme. «Il n'y a pas juste le gouvernement qui doit agir, soutient la ministre. On a tendance à dire lorsqu'il y a un problème: "Gouvernement, règle-moi ça." Ça ne peut pas être toujours la solution.»

À l'école primaire francophone Mer-et-montagne, à Campbell River, la directrice Sara Pinsonneault n'a pas at-

tendu une initiative pancanadienne. Elle rêvait de nourrir les 50 enfants de l'établissement, sans exception. Les jeunes des familles dans le besoin, mais pas seulement. «J'ai ajouté une autre catégorie: les enfants des familles désorganisées. Celles qui ont un peu plus d'argent, mais dont les enfants arrivent à l'école sans lunch.»

Le matin de notre visite, il pleut et le traversier vers l'île de Vancouver est en retard, ce qui décale l'arrivée du transport scolaire. Plusieurs élèves vivent sur une petite île boisée, remplie de sentiers de randonnée, séparée de la côte de Campbell River par trois kilomètres d'eau. Certaines familles s'y sont installées en raison du coût de la vie et des loyers qui sont élevés à Campbell River, explique Sara Pinsonneault. La directrice dépose des chaises autour de deux longues tables. La secrétaire et elle y apportent des plateaux pour le déjeuner: céréales, pommes, bananes, yogourt, fromage, rôties. Deux élèves s'y installent. D'autres feront de même jusqu'au début des classes.

Certaines familles, plus aisées, ont accepté de verser 4 \$ par jour pour payer le déjeuner, le dîner et les collations. Le reste de la facture est couvert par une aide gouvernementale provinciale, le fonds Feeding Futures. Au dîner, l'école sert en moyenne 36 repas chauds chaque jour, dont 12 gratuits. Il se pourrait que le prix augmente à cause du coût des aliments qui grimpe, précise la directrice. «On essaie de maximiser notre enveloppe. Nous avons environ 600 \$ par semaine.»

Le programme, géré par la directrice, semble déjà porter ses fruits. Les enseignants sondés pour le reportage ont observé une diminution marquée de l'absentéisme et une meilleure concentration des élèves depuis l'instauration des repas à l'école, en septembre 2023.



Bon nombre d'élèves nous assurent avoir plus d'énergie pour bien apprendre, pour pratiquer leur sport ou pour faire le long trajet jusqu'à l'école, en plus d'affirmer que cela aide beaucoup leurs parents.

Sara Pinsonneault, débordante d'énergie et de volonté, a travaillé d'arrache-pied pour mettre en place ce programme. En tant que directrice d'une école francophone et pour souscrire aux critères du gouvernement provincial, elle a dû remplir plusieurs exigences : équiper l'établissement d'une cuisine fonctionnelle, trouver un chef disponible chaque jour et s'exprimant en français ainsi que des fournisseurs alimentaires offrant de bas prix. Une nouveauté cette année : les détaillants livrent la marchandise jusqu'à l'école. Dans les premiers mois, c'est elle qui allait chercher l'épicerie.

« Je vois des enfants pour qui un repas chaud par jour, c'est leur raison de vouloir aller à l'école », soutient Sara Pinsonneault. Au début de l'année scolaire, elle s'est rendu compte que certains élèves mettaient des restes du dîner dans leurs poches pour pouvoir les manger plus tard. Des confidences d'enfants lui ont permis d'apprendre qu'ils n'avaient rien à manger le soir. « Il y a des familles qui doivent choisir entre remplir leur panier d'épicerie ou payer leur logement. C'est ça, la réalité. »

Andrée-Anne Fafard St-Germain estime que ce genre de programme offre plusieurs avantages : une alimentation plus diversifiée, moins de jugement par rapport à la nature du lunch de chacun, une augmentation de la concentration et des résultats scolaires. « Il y a aussi la possibilité de diminuer la transmission intergénérationnelle de la pauvreté parce que les enfants vont plus souvent à l'école, y performent mieux. »

La chercheuse apporte toutefois une nuance : « Le fait que le lunch soit gratuit aide les familles, mais est-ce suffisant pour passer de l'insécurité à la sécurité alimentaire ? Je pense que non. On parle seulement des jeunes de 4 à 17 ans. Tous les autres ménages qui n'ont pas d'enfants ne verront pas de différence dans leur situation. De plus, les enfants ne vont pas à l'école 365 jours par année. Que se passe-t-il l'été ou durant les congés ? Oui, ça aide, mais est-ce assez ? »

PARMI LES

solutions pour mieux contrôler le prix du panier d'épicerie, le Bureau de la concurrence recommande que celle-ci soit plus présente dans le secteur des épiciers, occupé par seulement cinq grandes chaînes au Canada. « C'est évident que s'il y avait davantage de concurrence, ça aiderait le consommateur », reconnaît Maurice Doyon, de l'Université Laval. Le professeur précise par ailleurs que le Canada n'est pas un marché facile, notamment à cause de la grandeur du territoire et de sa faible densité de population.

Cependant, le Code de conduite pour le secteur des produits d'épicerie, qui devrait entrer en vigueur en juin 2025, pourrait avoir des répercussions positives, affirme-t-il. Le Code, piloté par Québec et Ottawa, est un ensemble de règles qui vise entre autres à garantir l'éthique et la transparence dans les relations entre les détaillants, les fournisseurs et les grossistes au

En bas : Sara Pinsonneault n'a plus besoin d'aller chercher l'épicerie elle-même pour l'école. À droite : Le cuisinier sert les enfants.



MARIE-CHRISTINE NOËL

pays. On ignore encore s'il fera baisser le prix du panier d'épicerie du consommateur, mais au moins les règles seront uniformes pour toutes les entreprises, d'un bout à l'autre de la chaîne.

De son côté, le NPD propose de taxer les profits excessifs des grandes chaînes d'alimentation. « On se servirait de cet argent-là pour augmenter et bonifier le crédit d'impôt de TPS » (qui aide les gens à faible revenu à récupérer la TPS ou la TVH qu'ils paient), propose Alexandre Boulerice. « Deuxièmement, on voudrait s'inspirer de la France et établir une fourchette d'augmentation des prix maximale pour certains produits essentiels », dit-il en citant entre autres les pâtes et les pommes de terre.

Réglementer les prix, « ce n'est pas la voie que je privilégie, s'oppose toutefois Maurice Doyon. C'est préférable de travailler sur les revenus [des gens] ».

Le chercheur François Fournier est aussi de cet avis. « Les salaires doivent être augmentés. Il faut absolument redonner du pouvoir d'achat aux Canadiens », dit-il en citant une série de mesures, dont la gratuité des soins dentaires, une hausse du nombre de places en garderies abordables et des crédits d'impôt supplémentaires.

Quant au gouvernement Legault, il se tourne vers le développement économique pour accroître la richesse et vers un accès à la nourriture à bon prix, la réduction du gaspillage alimentaire et l'accompagnement des organismes communautaires, notamment.

Selon Chantal Rouleau, il faut éviter le glissement de la classe moyenne. « C'est pour ça qu'on agit sur la baisse de l'impôt, sur le gel des tarifs, sur les allocations. C'est aussi pour ça qu'il y a des investissements massifs, comme dans la filière batterie. Le développement économique va permettre d'avoir de bons emplois bien payés », explique la ministre.

Une autre solution préconisée par certains experts est de détaxer tous les produits alimentaires. Par exemple,

un poulet cru n'est pas taxé, mais un poulet cuit est taxable. Même chose pour un paquet de moins de six barres tendres ou une bouteille individuelle de jus d'orange : ils sont taxables. D'ailleurs, en décembre dernier, le gouvernement fédéral a annoncé un congé de TPS (5 %) jusqu'au 15 février 2025 sur l'alimentation et d'autres produits de consommation. La TVQ (9,975 %) était toujours en vigueur. « Il y a une multitude de Canadiens qui vivent seuls. Une dame qui vit seule paie probablement plus de taxes sur son alimentation qu'une personne qui achète de la nourriture pour une famille, parce qu'elle achète de plus petites quantités », illustre Maurice Doyon.

Le Parti libéral du Québec suggère pour sa part de retirer la TVQ sur l'électricité et les biens de première nécessité, comme les brosses à dents, le savon pour le corps et les médicaments en vente libre. « [Détaxer les aliments], ce n'est pas prévu dans nos politiques publiques, mais c'est peut-être une chose à laquelle il faut réfléchir », reconnaît Désirée McGraw, députée de Notre-Dame-de-Grâce et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'économie sociale.

Le Québec fait d'ailleurs meilleure figure que le reste du pays dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, selon les données de Statistique Canada de 2022. « Il y a vraiment quelque chose d'intéressant qui se produit au Québec, croit Andrée-Anne Fafard St-Germain. Ça ne veut pas dire que c'est tout beau. Mais les autres provinces ont beaucoup à apprendre », explique-t-elle en parlant des progrès sociaux que sont, à ses yeux, les CPE et le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP). « Il faut maintenir et prévoir de tels programmes. »

Après les CPE et le RQAP, le programme universel d'alimentation scolaire pourrait contribuer à changer la donne, soutient Gabriel Nadeau-Dubois. « C'est vraiment le troisième grand geste qu'on devrait faire comme société pour affirmer l'égalité des chances comme valeur partagée [au Québec]. » ■

Ce reportage a été rendu possible grâce à la bourse Michener-Deacon pour le journalisme d'enquête.





Politique | par Chantal Hébert

La nouvelle « question de l'urne »

Si les libéraux s'en tirent mieux aux prochaines élections que ne le prédisent les sondages de début d'année, ils devront rendre grâce à Donald Trump.

Le retour d'un président imprévisible, qui semble se réjouir à l'idée de mettre le Canada à sa main en lui livrant une guerre commerciale tous azimuts, bouleverse déjà la conversation préélectorale.

Dans un contexte plus normal, devant l'avance phénoménale des conservateurs dans les intentions de vote, les libéraux seraient à la recherche d'un chef de transition, susceptible de limiter les dégâts électoraux pour ensuite s'atteler — pour quelques années — à la reconstruction du parti.

Un tel scénario aurait favorisé l'ascension de la relève ministérielle dont font notamment partie Mélanie Joly, Karina Gould ou Anita Anand.

Mais le facteur Trump bouleverse la donne. Au moment du choix, les libéraux devront plutôt se demander lequel des aspirants à la succession est le mieux équipé pour gérer — au pied levé — la relation canado-américaine. Faire autrement consisterait à s'exclure de l'essentiel du débat électoral à venir.

Le nouveau contour de ce qui s'annonce comme la principale et peut-

être la seule « question de l'urne » va également forcer le Parti conservateur à repenser sa stratégie.

Pierre Poilievre rêvait de faire le procès de la tarification du carbone, du bilan libéral et d'un premier ministre en perte de popularité auprès de l'électorat. Face aux menaces de Donald Trump, il sera contraint de changer de recette pour mettre son discours au goût du jour.

Ce qui hier encore pouvait faire vibrer les électeurs ne résonne plus de la même façon devant un président pour qui la souveraineté du Canada ne semble pas peser lourd.

Là où les choses se compliquent pour les conservateurs, c'est qu'il va devenir difficile de tirer à boulets rouges sur la réplique libérale aux attaques tarifaires de la Maison-Blanche sans sembler miner la cause canadienne.

Comment, par exemple, se dissocier du discours de Jean Chrétien qui rappelait récemment le président américain à l'ordre au sujet de ses élucubrations sur l'annexion du Canada aux États-Unis sans se discréditer dans l'opinion publique ?

Ou bien comment railler les ministres qui affirment faire passer leur devoir d'État sur le front canado-américain devant leurs ambitions

Le courant de changement a été remplacé par un désir que la classe politique rame dans la même direction pour affronter la tempête. Or, l'instinct rassembleur n'est pas la marque de commerce de Pierre Poilievre.

politiques en ne se présentant pas à la course au leadership sans avoir l'air de vouloir saboter le travail du gouvernement ?

Depuis le 5 novembre, le courant de changement qui portait allègrement les conservateurs vers la victoire électorale a été remplacé par un désir de plus en plus collectif de voir la classe politique, tous partis confondus, ramer dans la même direction pour affronter la tempête. Or, jusqu'à présent, l'instinct rassembleur n'a pas été la marque de commerce de Pierre Poilievre.

Un mot en terminant sur le NPD. On ne sait plus trop si le néo-démocrate Jagmeet Singh se montre intraitable sur la question d'accorder un nouveau sursis au gouvernement minoritaire libéral pour sauver sa peau de chef en évoquant l'urgence électorale ou pour protéger les intérêts du Canada. Chose certaine, la qualité de son leadership est de plus en plus remise en question, aussi bien publiquement par les observateurs qu'en coulisses au sein du mouvement néo-démocrate.

La disponibilité de l'ancienne première ministre albertaine Rachel Notley — qui a quitté la tête de l'opposition officielle en Alberta à la fin de l'an dernier — fait rêver certains

néo-démocrates à un chef plus performant.

Quoi qu'il en soit, M. Singh pourrait finir par regretter d'avoir écarté d'avance l'hypothèse de faire durer le Parlement actuel au-delà de la fin mars.

Si les oppositions maintiennent leur ultimatum, les Canadiens devraient aller aux urnes quelque part en mai. Dans ce scénario, le nouveau chef libéral ne reconvoquerait pas le Parlement le 24 mars. On voit mal pourquoi il ou elle dépenserait de l'énergie à préparer une rentrée qui ne servirait qu'à congédier son gouvernement.

Une inconnue plane néanmoins sur les projets électoraux des partis fédéraux. Au cours des dernières semaines, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, s'est employé sur toutes les tribunes américaines à défendre la cause canadienne. De son propre aveu, son activisme pourrait frayer la voie à un scrutin ontarien hâtif.

Exception faite, évidemment, du Bloc québécois, aucun parti fédéral n'a intérêt à se retrouver en campagne électorale pendant que ses troupes sont mobilisées sur le front provincial en Ontario. Cela inclut au premier titre le NPD, lequel a une côte à pic à remonter dans cette province. ■

par Paul Wells

Québécois,

Québécoises,



voici

Pierre Poilievre !

Le probable futur premier ministre du Canada, qui a lui-même construit son personnage politique, demeure un mystère pour bien des électeurs. Et pour cause. Dans cet essai, l'auteur, qui connaît Pierre Poilievre depuis 20 ans, trace le portrait de deux personnes : un homme très conservateur, affable et poli, et un politicien hargneux et obsédé par la victoire à tout prix.

FOULE: RON WARD / LA PRESSE CANADIENNE; PORTRAIT: JUSTIN TANG / LA PRESSE CANADIENNE



Je connais Pierre Poilievre depuis 20 ans.

Ou plutôt, je pensais connaître Pierre Poilievre pendant la majeure partie des 20 dernières années.

En 2003, alors chroniqueur au *National Post*, je me suis brièvement moqué un jour de Stockwell Day, qui était porte-parole du Parti conservateur en matière d'affaires étrangères — ce parti allait être dirigé par Stephen Harper après la fusion des forces conservatrices, notamment l'Alliance canadienne. Stockwell Day, un ancien chef de l'Alliance, préférait se dire « ministre fantôme des Affaires étrangères ». Cette appellation lui semblait plus noble. Dans ma chronique, j'ai insinué qu'il se donnait de l'importance.

J'ai rapidement reçu un courriel d'un membre de son bureau, dont je n'avais jamais entendu parler. Pierre Poilievre avait 23 ans. « Merci d'avoir parlé de lui », m'a écrit le jeune collaborateur. Son audace un peu insolente m'a plu.

Quelques semaines plus tard, j'ai rencontré Poilievre au D'Arcy McGee's, un pub irlandais près du parlement d'Ottawa. Il s'est montré amical, la conversation a été facile, agréable. Au cours des années qui ont suivi, Poilievre — élu député en 2004 — et moi avons discuté de temps en temps.

Après que Stephen Harper et Peter MacKay eurent uni les conservateurs en 2003, Harper a dirigé le

nouveau parti pendant cinq campagnes électorales. Élections que les conservateurs ont gagnées en 2006, 2008 et 2011. Puis en 2015, le libéral Justin Trudeau les a relégués dans l'opposition pour une décennie. Pierre Poilievre et moi avons continué de nous croiser sur la colline du Parlement ou lors d'événements sociaux. Il a été l'une des nombreuses sources des deux livres que j'ai écrits sur Stephen Harper. Nous nous sommes rencontrés à quelques reprises à La Bottega Nicastro, un comptoir italien du marché By à Ottawa, simplement pour savourer un bon café et jaser de politique. Je ne prétends pas qu'il s'agissait d'une relation étroite. Poilievre connaissait manifestement le personnel de Nicastro — qu'il saluait chaleureusement — au moins aussi bien qu'il me connaissait. Et moi, je connaissais au moins 30 députés aussi bien que je le connaissais, lui.

D'autres journalistes ont eu un accès semblable à Poilievre, ce qui n'est pas étonnant puisque des dizaines de journalistes à Ottawa parlent à des dizaines de députés et de ministres. Poilievre s'est révélé d'une intelligence hors du commun. Très conservateur, mais pas hors du courant principal de la pensée politique canadienne.

En privé, il était d'une courtoisie sans faille. En 2018, le magazine *Maclean's*, pour lequel je travaillais alors, et *L'actualité* avaient organisé leur 10^e remise des prix des Parlementaires de l'année. Les pairs de Poilievre l'avaient choisi cette année-là comme député qui « maîtrise le mieux ses dossiers ». Il est arrivé à la soirée avec quelques minutes de retard, accompagné de sa femme, Anaida, et de leur petite fille, Valentina. Il m'a repéré et m'a présenté ses excuses pour son retard.

En public, c'était souvent une autre histoire. Il pouvait se montrer belliqueux, pompeux, méprisant à l'égard des politiciens des autres partis. Là encore, il n'est pas unique. Pendant des années, des journalistes qui le connaissaient bien préféraient souvent ne pas l'interviewer, car toute conversation enregistrée avec Poilievre tournait rapidement au spectacle. Le discours politique a beau comporter une part de théâtre, quiconque faisait une entrevue avec Poilievre avait la sensation déstabilisante et pas tout à fait agréable de voir l'homme privé disparaître temporairement au profit du personnage public.

À un moment donné, l'homme privé a complètement disparu, du moins de mon champ de vision.

Notre dernier échange de courriels remonte à 2020. Nous n'avons eu aucune conversation depuis février 2022, date à laquelle il a annoncé sa candidature à la direction du Parti conservateur du Canada. Mes demandes occasionnelles d'interview avec le candidat, puis avec le leader du parti et avec le probable prochain premier ministre du Canada ont été ignorées ou poliment refusées par son personnel. Pour cet article dans *L'actualité*, j'ai donné un choix à son bureau: je pouvais dire aux Québécois ce qu'il fallait penser de lui ou Poilievre pouvait le leur dire lui-même, en se prêtant à une entrevue. Il n'a pas mordu. En novembre, Poilievre et moi étions sur le même vol Porter de Toronto vers Ottawa. Il n'a pas semblé me voir, mais il s'est arrêté dans l'allée pour discuter aimablement avec l'homme assis juste derrière moi.

EN CHAMBRE: TOM HANSON / LA PRESSE CANADIENNE; DÉBAT DES CHEFS: ARTUR WIDAK / NURPHOTO / GETTY IMAGES

Cela ne me dérange pas. Il travaille pour la victoire. Tant qu'il n'aura pas gagné, il ne se détendra pas en public.

L'élément le plus important à retenir à propos de Pierre Poilievre, la meilleure explication pour tout ce qui est susceptible de vous dérouter ou de vous sembler étrange dans ce qu'il fait: il sait qu'il n'a pas le droit de perdre les prochaines élections.

Il ne s'agit pas simplement d'une question de fierté ou d'instinct de compétition. Si Pierre Poilievre devait perdre les élections de 2025, il deviendrait le quatrième chef conservateur de suite à se faire battre par les libéraux — après Stephen Harper, Andrew Scheer et Erin O'Toole, vaincus par Justin Trudeau. Certains conservateurs en concluraient que le Parti conservateur du Canada tel qu'il a été créé par Harper et MacKay n'atteint pas l'objectif pour lequel il a été pensé. Sa survie en tant que parti uni serait menacée. Les progressistes-conservateurs de Brian Mulroney, Joe Clark ou Jean Charest se demanderaient pourquoi ils se donnent la peine de soutenir des populistes occidentaux de plus en plus influencés par Fox News, et vice versa.

Des proches de Poilievre me disent qu'il garde continuellement en tête cette obligation de ramener le parti au pouvoir. Si une action peut l'aider à gagner les prochaines élections, il va de l'avant. Sinon, il laisse tomber. Il refuse de rencontrer les ambassadeurs en poste à Ottawa parce qu'il estime que personne ne vote pour un parti dont le chef est gentil avec les diplomates. Il ne rencontre pas non plus la plupart des chefs d'entreprise ou des dirigeants autochtones pour la même raison.

Cela explique ce qu'il ne fait pas — les risques qu'il ne prend pas, le temps qu'il ne perd pas à parler à des gens qui semblent importants, mais qui ne le rapprochent pas du pouvoir. Mais comment interpréter sa façon d'agir? Pourquoi insulte-t-il avec autant de désinvolture tant d'éminents Canadiens? Il a qualifié de « cinglé » Justin Trudeau parce qu'il soutenait la décriminalisation des drogues en Colombie-Britannique. Il a traité d'« incompétente » la mairesse de Montréal, Valérie Plante. Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il congédierait le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, pour avoir laissé l'inflation devenir incontrôlable. Il a affirmé que le PDG de BCE était « surpayé ». Ses députés traitent régulièrement le président de la Chambre des communes, Greg Fergus, de partisan libéral. Il a aussi exhorté les entreprises à licencier leurs lobbyistes.

Poilievre affiche un dédain étudié, théâtral, envers les personnes dont la vie semble incroyablement éloignée de celle des Canadiens ordinaires — les dirigeants d'entreprise, les chefs d'État, tous ceux qui sont membres d'un club sélect.

En ouverture, à gauche: Le chef conservateur entouré de gens à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, à l'occasion d'un concert pour la Journée nationale des Acadiens, l'été dernier. À gauche: Pierre Poilievre en 2006, à la Chambre des communes. Ci-dessous: Les candidats au leadership conservateur, en 2022.



« Lorsque la politesse est en conflit avec la vérité, je choisis la vérité », a-t-il dit à un journaliste du quotidien *The Gazette* en juin dernier. « Je pense qu'on a été trop polis pendant trop longtemps avec la classe politique. »

On a parfois l'impression qu'il est prêt à en découdre avec tout le monde. Mais ce n'est pas tout à fait vrai. Il est patient et généreux avec les gens qui viennent à ses rassemblements. Il reste souvent plus d'une heure après la fin de la rencontre pour discuter et se faire prendre en photo avec tous ceux qui le souhaitent. Il s'est montré amical avec tous les autres passagers du vol Porter où il ne m'a pas « vu ». On m'assure qu'il consulte certains députés, et même des candidats non encore élus, avant de prendre des décisions importantes.

Comment expliquer cette différence d'attitude? Tout simplement ainsi: Poilievre affiche un dédain étudié, théâtral, envers les personnes dont la vie semble incroyablement éloignée de celle des Canadiens ordinaires — les dirigeants d'entreprise, les chefs d'État, tous ceux qui sont membres d'un club sélect. Pour les laissés-pour-compte, il a tout son temps.

Bien sûr, il fait des exceptions. Un de mes amis, éminent banquier de Toronto, a publié sur les réseaux sociaux une photo de Pierre Poilievre, habillé d'un costume plus élégant que les vêtements qu'il porte d'ordinaire, souriant gracieusement lors d'une collecte de fonds à guichets fermés dans une maison privée de Toronto. On suppose que Poilievre n'a accusé personne ce soir-là d'être surpayé, cinglé ou incompétent.

Mais la plupart du temps, lorsqu'il est en public, Poilievre affiche son mépris pour l'argent, le pouvoir

et les privilèges, conscient que la plupart des Canadiens n'ont rien de tout cela. Tout ce qu'ils ont, c'est un vote.

Il ne se pose pas devant cette majorité déconcertée comme son supérieur, venu corriger ses erreurs, mais comme l'instrument parfait de sa vengeance.

«Après huit ans de Trudeau, la vie est de plus en plus un enfer pour la classe ouvrière de ce pays», a-t-il dit lors d'un discours en 2023 à l'Institut C.D. Howe, un groupe de réflexion de Toronto. «Souvent, quand les gens entendent ce genre de déclarations dans des salles comme celle-ci, ils pensent qu'il s'agit d'hyperboles. C'est pourtant l'un des problèmes fondamentaux de notre pays aujourd'hui.

«Il y a un groupe de personnes qui ne connaissent pas la misère et la souffrance que vit le Canadien moyen, a-t-il poursuivi. Alors quand elles m'entendent dire ça, elles ont du mal à le mesurer, à le comprendre.»

C'est une façon inhabituelle de briguer le pouvoir, surtout pour un homme conscient qu'il ne peut pas perdre. Il dépeint la vie de la plupart des Canadiens

comme une misère, une souffrance, un enfer — et il prend plaisir à rendre la vie inconfortable à ceux dont l'autorité n'est pas souvent remise en question.

Il y a un précédent. Dans son livre *Nixonland*, paru en 2008, l'historien Rick Perlstein décrit l'ascension de Richard Nixon, un autre *outsider* maladroite nourri de ressentiment. Au Whittier College, l'établissement californien où il a obtenu son diplôme de premier cycle, le jeune Nixon a constaté que la politique étudiante était dominée par une fraternité appelée la Franklin Society, du nom de Benjamin Franklin. Le Franklin typique, écrit Perlstein, représentait tout ce que Nixon n'était pas: «épanoui, gracieux, se déplaçant avec aisance, parlant avec facilité». Plutôt que d'essayer d'entrer dans ce club sélect, Nixon a créé son propre club, ouvert à tous les laissés-pour-compte: les Orthogonians. Ce nom, issu de deux mots de grec ancien, signifie approximativement «francs-tireurs». Lorsque, à l'élection du président des étudiants, Nixon a battu un membre de la Franklin Society, il a montré que «le fait d'être détesté par les bonnes personnes n'est pas un obstacle à la réussite politique». Le reste de la carrière de Nixon est une série d'appels aux penchants «orthogoniens».

En Amérique après la Deuxième Guerre, la classe supérieure, qui avait hérité de la richesse, était relativement peu nombreuse et considérait la classe moyenne, en plein essor, comme maladroite et inculte. C'était d'ailleurs souvent le cas. Mais les enfants maladroites de la génération du *baby-boom* étaient plus nombreux que les enfants des privilégiés. Pour eux, écrit Perlstein, «admirer Richard Nixon devenait partie intégrante d'une identité politique fondée sur la capacité à démasquer les prétentions des libéraux cosmopolites, qui prétendaient savoir mieux que vous (et Richard Nixon) ce qu'il y avait de mieux pour votre pays».

Dans un article sur le livre de Perlstein en 2008, j'ai établi une comparaison entre le maladroite mais brillant stratège Nixon et un jeune député conservateur d'une circonscription essentiellement rurale d'Ottawa qui, à l'époque, n'était même pas encore membre du Cabinet de Stephen Harper: Pierre Poilievre. J'ai écrit que le jeune homme était «considéré comme un député d'arrière-ban par la plupart des journalistes de la tribune», alors qu'il comprenait dans sa chair la distinction entre une minorité élégante et une majorité disgracieuse.

Un membre de l'entourage de Poilievre m'a raconté que lorsque j'avais répété la comparaison entre Nixon et Poilievre en 2022, le nouveau leader conservateur s'était réjoui.

Bien sûr, s'il suffisait d'être maladroite pour gagner des élections, je serais le premier ministre du Canada. Pour que le ressentiment à l'égard de ce que Perlstein appelait «les libéraux cosmopolites qui prétendent savoir mieux que vous» se transforme en carburant, il faut qu'une masse critique d'électeurs ait le sentiment d'être gouvernée par... eh bien, par des libéraux cosmopolites qui prétendent savoir mieux que vous ce qui est bon pour vous. Une année de sondages favorables aux conservateurs de Poilievre donne à penser que cette condition a été remplie.

Que ferait Pierre Poilievre une fois au pouvoir? Au milieu de l'année 2022, il a accordé une rare entrevue à

Dans l'entourage de Pierre Poilievre, on estime que Stephen Harper et la plupart des collaborateurs qui ont travaillé dans son bureau ont été trop lents à remettre en question les idées reçues, trop nerveux à la perspective de réduire de manière draconienne la taille de l'État.

une journaliste pas déjà acquise à sa cause, Shannon Proudfoot, alors du magazine *Maclean's*. Elle lui a demandé quel était, selon lui, son rôle au Parlement et au sein du Parti conservateur. Il a répondu: «Faire en sorte que les roturiers soient les maîtres et la Couronne, la servante. C'est la seule raison d'être du Parlement.» Plus tard, elle lui a demandé quels étaient ses objectifs politiques. «La finalité est de faire du Canada le pays le plus libre du monde», a-t-il dit.

Cela peut avoir l'air d'un jeu. Dans le cas de Poilievre, je crois que cela vient du cœur. Il est persuadé que le gouvernement est à son sommet lorsqu'il gouverne le moins possible. Et contrairement à de nombreux conservateurs dont les convictions s'émoussent avec le temps, les siennes ont plutôt été aiguisées.

Dans sa biographie de Poilievre parue en 2024, Andrew Lawton souligne que pendant les années Harper, Poilievre faisait partie d'un groupe du caucus qui se réunissait chaque semaine pour chercher des moyens de rendre le gouvernement plus conservateur. Ce petit groupe était surnommé les Khmers bleus, référence surprenante aux Khmers rouges, ces communistes doctrinaires qui, dans les années 1970, ont dirigé le Cambodge dans un régime de violence sanglante. Harper a discrètement encouragé le groupe, car il savait que d'autres députés, surtout du Québec, allaient défendre n'importe quel programme gouvernemental opposé à des réductions. Harper voulait entendre le point de vue d'un noyau qui souhaitait toujours plus de coupes.

Ce qu'il faut retenir de cette vieille histoire, c'est que pendant presque toute la période où les conservateurs de Harper ont été au pouvoir, Poilievre a été chargé par Harper lui-même de considérer le travail de ce dernier comme trop timide.

Avec le temps, cette opinion s'est imposée à la plupart des conservateurs. Harper pensait pouvoir changer la culture politique du Canada en se maintenant simplement au pouvoir. Les Canadiens finiraient par considérer comme la norme les gouvernements conservateurs, comme naturelles les idées conservatrices. Ainsi, tout compromis fait par Harper pour s'accrocher au pouvoir en valait la peine, car il prolongeait l'expérience d'un Canada ayant à sa tête un gouvernement conservateur.

PARTISANS EN HAUT: CHRISTOPHER KATSAROV LUNA / BLOOMBERG / GETTY IMAGES; PARTISANS EN BAS: ARTUR WIDAK / ANADOLU / GETTY IMAGES; DRAPEAU: COLE BURSTON / BLOOMBERG / GETTY IMAGES



Ci-dessus: Pierre Poilievre avec des partisans, durant la course à la chefferie qu'il allait gagner (en haut), puis en mars 2024. À droite: Le chef conservateur lors d'une conférence de presse à Toronto, en décembre dernier.

Son objectif était de les avoir à l'usure, pas par la révolution.

Au bout du compte, la longévité de Harper n'a pas changé grand-chose à la culture politique du Canada. Au contraire, Justin Trudeau s'est senti plus libre que n'importe lequel de ses prédécesseurs libéraux de mettre en place un gros cabinet, ou du moins un gouvernement interventionniste.

Dans l'entourage de Pierre Poilievre, on estime que Stephen Harper et la plupart des collaborateurs qui ont travaillé dans son bureau ont été trop lents à remettre en question les idées reçues, trop nerveux à la perspective de réduire de manière draconienne la taille de l'État.

De multiples sources me disent que l'une des personnes qui partagent ce point de vue critique sur le gouvernement Harper est Stephen Harper lui-même. Et qu'il ne s'est pas gêné pour dire à Pierre Poilievre d'être plus pugnace que lui.

Ce que cela signifie concrètement, personne n'en est sûr, même pas dans les cercles conservateurs. Mais l'avenir de la CBC est considéré comme un test pour le style de Poilievre.

Les conseillers qui l'ont exhorté à agir lentement et prudemment dans ses projets de «dégraissage» du radiodiffuseur public ont été écartés de sa garde rapprochée. Pierre Poilievre leur a dit: «Je ne suis pas Erin O'Toole, et si c'est le genre de conseils que vous avez à me donner, ce sont vos derniers.» De nombreuses questions subsistent quant à la manière dont Poilievre, une fois premier ministre, «dégraisserait» la CBC. Et l'on se demande si les coupes budgétaires toucheraient également le réseau français, Radio-Canada. Mais la réponse ne se fera pas attendre longtemps: Poilievre veut mettre en œuvre son plan pour la CBC dans les 100 premiers jours de son mandat.

Après ces 100 premiers jours, un gouvernement majoritaire de Poilievre disposerait encore de 1 360 jours. Et il a l'intention d'utiliser chacun d'eux. ■





Société | par Josée Boileau

Revisiter les classiques

Le plaisir de tenir une chronique, c'est de pouvoir lier à sa guise des éléments disparates. Il sera donc question ici de haute couture et d'un ouvrage marxiste!

La mode a d'abord attiré mon attention. Je jette toujours un œil sur les défilés parisiens qui annoncent les tendances des prochaines saisons. Ce qu'on y présente est flamboyant, excentrique — et impossible à porter au quotidien pour de simples mortelles comme moi, même si nous en avions les moyens.

Or, l'automne dernier, les collections pour l'été 2025 sont redescendues sur terre : tailleur-pantalon, carré de soie, rayures et petits pois... J'ai trouvé cela fort attirant. Du chic seyant, « efficace », comme le disait le titre d'un magazine français — ce qui m'a incitée à lire l'article, alors qu'en général, les photos me suffisent.

Et qu'écrivaient les deux journalistes, spécialistes de l'univers du style et de l'art de vivre? Ils parlaient de prudence, de maisons de couture qui se replient sur leur ADN en revisitant leurs classiques, du « sentiment d'un moment suspendu », de « tectonique des plaques où se joue l'avenir des empires ».

Plus précisément, « en période de turbulences, rien ne vaut la réinterprétation des fameux "codes" de la

maison, capables de traverser les époques sans embûches ». Un phénomène qu'ils attribuaient au ralentissement des ventes d'articles de luxe et aux mouvements de personnel dans la haute couture.

Moi, j'ai eu l'impression qu'ils parlaient de l'air du temps : un monde sous tension qui a besoin de moins d'esbroufe et d'une pause pour se ressaisir.

Cet article, consacré à un univers de richesse exubérante et de frivolités, m'est revenu en tête quelques semaines plus tard, dans un contexte tout à fait opposé : un lancement de livre à gauche toute!

J'y étais pour souligner la réédition de *Capitalisme et Confédération*, du défunt historien émérite et marxiste Stanley B. Ryerson. J'avais longuement interviewé ce dernier pour *Le Devoir* il y a quelques... décennies, et les jeunes gens qui travaillent à la redécouverte de son œuvre phare, dont la première parution remonte à 1968, ont cru bon de me contacter.

Je me suis donc rendue dans une sympathique et assez récente librairie de quartier, que je ne connaissais pas, en pensant dire quelques bonjours puis rentrer chez moi.

Première surprise : il y avait foule, on avait peine à avancer! Deuxième

Je n'adhère pas à l'approche marxiste, mais j'en admetts l'importance intellectuelle. Ainsi, en écoutant les conférenciers, j'émettais, *in petto*, ici des objections, là des approbations.

surprise : l'allocution de mise dans ce genre d'événement dépassait les simples bons mots. Il s'agissait plutôt d'une discussion en bonne et due forme entre trois commentateurs qui n'avaient guère plus de 30 ans.

Ceux-ci ont décortiqué l'approche de Ryerson pendant plus d'une heure. C'était érudit tout en restant clair ; c'était surtout passionnant. À preuve, même assis par terre — car les chaises ont vite été occupées — ou debout, pressé contre les autres, personne n'a quitté les lieux. Un auditoire attentif et respectueux.

Facile, diront les cyniques : tout ce public penchait du même bord! Mais il aurait pu y avoir des emportements, de grandes dénonciations et des appels lyriques à changer la vie... Or, on n'était pas du tout dans ce registre. Nulle chambre d'écho s'emballant, comme on en voit sur les réseaux sociaux.

Du coup, j'ai eu la même impression que devant l'article sur « le chic efficace » de l'été à venir : une pause dans un monde sous tension. L'air du temps n'est pas à l'esbroufe.

Ryerson avait des convictions de gauche profondes, qu'il a concrétisées dans des engagements militants. Mais cet homme affable, décédé en 1998 à l'âge de 87 ans, ne s'est jamais lancé

dans des injures et anathèmes, comme il est devenu commun de le faire aujourd'hui.

Il n'avait pas non plus un regard en silo. Il s'est appuyé sur des années de recherches et une méthode rigoureuse pour faire valoir son point de vue sur la construction de la Confédération canadienne, en liant « l'histoire, l'économie, les sciences politiques et les études culturelles ». Un regard global, alors que tout cela a été artificiellement découpé depuis.

Je n'adhère pas à l'approche marxiste, mais j'en admetts l'importance intellectuelle. Ainsi, en écoutant les conférenciers, j'émettais, *in petto*, ici des objections, là des approbations. Et je trouvais la soirée aussi stimulante que reposante. Il est donc possible de voir ses idées être remises en question sans se sentir attaqué?

Alors que je m'apprêtais à partir, une jeune femme qui m'avait reconnue m'a demandé si je tirerais une chronique de ce lancement... La révolution marxiste dans *L'actualité*, vraiment? Mais au fond, en politique comme sur les passerelles, ne vaut-il pas la peine de souligner la pertinence des lignes de force des classiques quand on ne sait plus comment tournera le vent? ■

Les chasseurs de ZombiES de Sherbrooke

ORDINATEURS ET ARRIÈRE-PLAN: DEAGREEZ / GETTY IMAGES; CONTENU DES ÉCRANS: ALEKSANDRA KONOPLIA / GETTY IMAGES; MONTAGE: L'ACTUALITÉ

Fraude, rançonnement, extorsion, vol d'identité, le cybercrime est partout. Récit d'une enquête d'étudiants de l'Université de Sherbrooke qui a mené à l'un des grands coups de filet de la police.



Le FBI annonçait

en mai 2024 le démantèlement du plus gros réseau mondial d'« ordinateurs zombies », ainsi nommés parce qu'ils sont utilisés à l'insu de leur propriétaire, afin de servir de relais pour des opérations de fraude, d'extorsion, de chantage, de rançonnement, de sabotage et autres activités de « cyberbrigandage ». Ce réseau, appelé 911 S5, comptait 19 millions d'ordinateurs zombies dans 190 pays. La police a arrêté le principal responsable à Singapour et a saisi quatre voitures de luxe, 24 portefeuilles de cryptomonnaie et 21 propriétés immobilières à Singapour, en Thaïlande, aux Émirats arabes unis, à Saint-Kitts-et-Nevis (dans les Antilles) et aux États-Unis. L'acte d'accusation du FBI fait état — entre autres — d'une fraude de 5,9 milliards de dollars américains concernant l'assurance-emploi dans ce pays. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg.

Les premières révélations à propos du réseau d'ordinateurs zombies 911 S5 sont venues d'une petite équipe de l'Université de Sherbrooke, formée de deux étudiants et d'un professeur, qui l'a espionné et décortiqué pendant deux ans.

« En fait, 911 S5 offrait un service de location à la carte d'ordinateurs-relais [...] que d'autres malfaiteurs pouvaient louer. On ne saura sans doute jamais combien de milliards de dollars ont été soutirés par des fraudes, des rançonnements et des arnaques réalisés avec ce service », dit Marc Frappier, professeur d'informatique à l'Université de Sherbrooke, qui dirigeait les étudiants.

Car le cybercrime est partout. L'un des grands spécialistes en la matière, le criminologue Benoît Dupont, professeur à l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en cybersécurité, dévoile un chiffre hallucinant : « Selon les autorités britanniques, le cybercrime compte pour la moitié du crime au Royaume-Uni. Or, la police n'y consacre que 2 % de ses ressources. »

La situation est à peu près la même au Canada, comme presque partout ailleurs, confirme à *L'actualité* Chris Lynam, directeur général du Centre national de coordination contre la cyber-

criminalité et du Centre antifraude du Canada, deux structures relevant de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Depuis quelques années, Statistique Canada publie des enquêtes sur le cybercrime contre les entreprises. L'étude de 2024 portant sur 12 500 sociétés nous apprend que 31 % des répondantes ont subi une arnaque ou une fraude en 2023 et 13 %, un rançonnement. Elles ont dû déboursier 1,2 milliard de dollars pour réparer les pots cassés, soit trois fois plus d'argent qu'en 2019, en plus d'augmenter leurs dépenses en prévention et détection de 1,3 milliard rien qu'en 2023, pour un total de 11 milliards. Bref, le cybercrime coûte très, très cher.

« La lutte contre le cybercrime exige non seulement de nouvelles compétences techniques, ajoute Chris Lynam, mais aussi une collaboration sans précédent entre les polices de partout sur la planète, et avec tous ceux qui sont à l'avant-garde dans la surveillance et la prévention au sein des entreprises privées et des universités. » Autrement dit, dans la lutte contre le cybercrime organisé, le cybershérif arrive en ville et il distribue des étoiles argentées à de nouveaux adjoints. Comme la petite équipe de l'Université de Sherbrooke.

*** C'est un étudiant

à la maîtrise, Philippe-Antoine Plante, qui a d'abord flairé l'affaire au printemps 2020. Ce passionné de cybersécurité, qui a déjà éventé une escroquerie en 2017, a appris par ouï-dire qu'il se passe des choses bizarres du côté du réseau 911 S5. Ce service, considéré comme légal, loue alors des adresses IP (pour Internet Protocol), soit l'identification de chaque machine connectée à Internet — un code de 5 à 25 chiffres ou lettres.

Parce qu'elles sont uniques à chaque appareil, les adresses IP servent de méthode, parmi d'autres, pour identifier un utilisateur. Cas typique : une institution financière sert une clientèle du Québec, qu'elle reconnaît par ses adresses IP québécoises. Si un utilisateur russe se pointe, les robots de défense vont le bloquer avant de valider son identité par des méthodes différentes. Que fait le fraudeur russe pour franchir ce contrôle ? Il loue une adresse IP québécoise. Où ? À l'Université de Sherbrooke, qui en four-

Il existe une industrie de location de ces adresses uniques, qui permettent à des gens d'y avoir recours comme prête-noms. Leurs véritables propriétaires, comme vous et moi, continuent de les utiliser sans jamais se rendre compte que quelqu'un d'autre s'en sert.

nit, et *a fortiori* si elle n'est pas trop regardante sur le profil de ses clients.

C'est ainsi qu'il existe sur le Web toute une industrie de location de ces adresses uniques, qui permettent à des gens d'y avoir recours comme prête-noms électroniques — ou « proxys », dans le jargon. Leurs véritables propriétaires, comme vous et moi, continuent de les utiliser sans jamais se rendre compte que quelqu'un d'autre s'en sert également.

Lorsqu'il visite 911 S5 sur l'internet clandestin une première fois, Philippe-Antoine Plante est surpris d'accéder sans contrôle à des dizaines de milliers d'adresses, offertes en paquets de 25, 500 ou 5 000. « Il y avait là-dedans beaucoup d'adresses IP personnelles, poursuit-il, mais aussi de la police, de sous-traitants de l'armée américaine, de multinationales, de PME et d'universités québécoises. »

Pour recueillir ces précieuses adresses, les réseaux utilisent toutes sortes de stratégies. L'une des plus courantes consiste à offrir des logiciels gratuits pour se créer un « réseau privé virtuel », ou RPV, mieux connu sous son sigle anglais VPN. Un RPV est un canal numérique qui relie et isole deux adresses IP. C'est grâce au RPV qu'un télétravailleur peut se connecter à distance à son entreprise et travailler pour celle-ci comme s'il était au bureau, ou qu'un amateur de pornographie peut se cacher derrière un prête-nom. Le RPV présente un double intérêt pour les cybermalfaiteurs : si votre adresse IP figure dans leur banque et que vous avez un RPV pour le télétravail, cela leur procure en prime un canal dans le réseau d'ordinateurs de votre employeur. « Ça leur fait une barrière de moins à franchir pour entrer dans une centrale nucléaire ou un service de police », explique Philippe-Antoine Plante.

Pour son mémoire de maîtrise, l'étudiant choisit de creuser le *modus operandi* de 911 S5. Avec son directeur, Marc Frappier, il imagine un premier stratagème. Puisque la banque d'adresses IP appelée 911 S5 est une passoire, ils décident d'en

profiter ! Ils lui louent donc quelques adresses IP, dont ils se servent ensuite pour une activité bien inoffensive : se brancher à YouTube et faire jouer des vidéos. « Nous, ce qu'on regardait, c'était le chemin : avec quels serveurs ces adresses IP communiquaient, explique Philippe-Antoine Plante. Ça nous a menés à des serveurs utilisés par MaskVPN. »

MaskVPN est alors l'un des RPV gratuits les plus populaires au monde et est considéré comme au-dessus de tout soupçon. Or, la découverte des chercheurs laisse croire qu'il s'agit d'une création de 911 S5. Ils mettent en place un deuxième stratagème en téléchargeant le logiciel sur leur propre ordinateur. Et là, surprise : leur adresse IP apparaît dans la banque de 911 S5 ! Conclusion : MaskVPN est le malicieux dont 911 S5 se sert pour obtenir des adresses. Et cette collecte est illicite, puisqu'elle n'est stipulée nulle part dans les conditions d'utilisation du RPV.

« C'était frappant de voir 911 S5 fonctionner de manière très ouverte, avec un excellent logiciel pas compliqué, contrairement à tous les réseaux connus d'ordinateurs zombies "traditionnels", dit Philippe-Antoine Plante. La première fois que je l'ai examiné, je n'y ai vu que du feu. »

Le duo recrute alors un second étudiant, Guillaume Joly, qui est au baccalauréat, pour décortiquer le fonctionnement du malicieux MaskVPN et de son cousin DewVPN. Pendant ce temps, Philippe-Antoine Plante élabore son troisième stratagème : il formule un algorithme pour espionner 911 S5 et ses clients afin de déterminer dans quels pays et dans quelles villes se trouvent plus de 200 000 adresses IP inventoriées.

Au printemps 2022, les universitaires sont allés aussi loin qu'il leur était légalement possible d'aller. Ils savent avec quels serveurs les machines infectées communiquent. Ils savent par quels serveurs 911 S5 fait transiter les adresses à l'autre bout de la chaîne. « Par contre, pour comprendre les autres maillons intermé-

diaires, il aurait fallu des pouvoirs d'enquête policière», explique le professeur Marc Frappier. L'enquête du FBI documentera une nébuleuse de 150 serveurs!

Les chercheurs

contactent la GRC et la Sûreté du Québec (SQ) ainsi que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui dispose de pouvoirs d'enquête sur les infractions à la Loi sur les télécommunications. Les corps policiers leur répondent que le problème analysé n'est pas sur leur radar. Le CRTC, lui, demande à les entendre en privé. « Ils avaient enquêté sur un cas de fraude ayant utilisé l'adresse IP d'une citoyenne qui n'avait absolument aucun lien avec l'affaire, raconte Marc Frappier, mais ils n'avaient pas élucidé le procédé. »

Impressionné, le CRTC organise une seconde rencontre par visioconférence. Il y convie 130 enquêteurs de la police et d'agences réglementaires d'une trentaine de pays, lesquelles ont, comme le CRTC, des contacts réguliers avec la police. « Ils ont posé beaucoup de questions, dit Philippe-Antoine Plante. Les polices britannique, australienne, ontarienne et la SQ ont ensuite communiqué avec nous pour avoir notre liste d'adresses IP. »

Peu après cette présentation, l'équipe rend publics ses résultats par l'entremise du Groupe de recherche interdisciplinaire en cybersécurité, rebaptisé depuis Pôle d'expertises en cybersécurité Intact, dont Marc Frappier est le directeur scientifique. L'affaire crée une petite panique sur

l'internet clandestin. Une querelle éclate entre les associés de 911 S5, qui ferment leur site, avant de le rouvrir sous une autre forme et un autre nom, révèle l'acte d'accusation du FBI. « Nos collègues qui travaillent en cybersécurité et qui surveillent le *darknet* ont vu passer plusieurs milliers de messages de malfaiteurs se plaignant de ne plus avoir accès à 911 S5 et qui recherchaient l'équivalent », relate Marc Frappier.

Cette recherche ne concernait qu'un type de fraude, basée sur le recours à des adresses IP à l'insu de leurs propriétaires. « Mais c'était un maillon important de la chaîne de cybercriminalité », explique Marc Frappier. Cette chaîne se structure autour du vol d'identité et de renseignements personnels avec un certain nombre d'entreprises qui, comme le faisaient MaskVPN et 911 S5, offrent un service spécialisé.

Plus récemment, Marc Frappier et son équipe ont étudié un autre service du genre, RedLine. Celui-ci proposait aux fraudeurs un mode d'emploi pour créer leur propre serveur de collecte de données personnelles et un autre pour élaborer un système d'hameçonnage afin de recueillir ces renseignements. Les chercheurs ont informé Google que les malfaiteurs utilisaient son site pour offrir leur service, et Google a fermé cette porte. Puis, en octobre 2024, la police néerlandaise a démantelé RedLine et arrêté les responsables.

« Quand on sait où

chercher sur l'internet clandestin, on trouve de tout partout », explique le criminologue Benoît Dupont qui, pour illustrer son propos, fait une

Marc Frappier et son équipe ont étudié un autre service du genre, RedLine, qui proposait aux fraudeurs un mode d'emploi pour créer leur serveur de collecte de données personnelles et un autre pour élaborer un système d'hameçonnage.

Les autorités ont pris conscience de la gravité de la situation il y a à peine deux ou trois ans. « La bataille n'est pas perdue, mais disons qu'on a un retard à rattraper. » Chris Lynam, DG du Centre national de coordination contre la cybercriminalité et du Centre antifraude du Canada

démonstration en accédant au site WeTheNorth, un nom inspiré du slogan des Raptors de Toronto, l'équipe de basket de la NBA. « C'est une place de marché du cybercrime, canadienne et bilingue. Le site a sa page d'accueil et ses onglets, qui proposent drogues, armes, cartes de crédit volées, kit d'hameçonnage, et même des identités complètes. Le tout payable en bitcoins, évidemment! »

Dans son livre intitulé *La cybercriminalité* (éditions Armand Colin, 2024), le professeur de l'Université de Montréal brosse un portrait de la situation de la cybercriminalité, une hydre à mille têtes qui ne cesse d'évoluer et de proliférer. « La police telle qu'on la connaît remonte à l'époque de l'industrialisation et de l'urbanisation. Dans notre économie de services numérisée, on est ailleurs, avec plein de malfaiteurs très loin qui utilisent des outils sans cesse plus raffinés et qui visent tout le monde. Ma fille de 14 ans vient de se faire frauder pour 50 dollars. »

Le cybercrime s'est mondialisé et des spécialités nationales ont émergé. Les cybercriminels russes et ukrainiens font dans le rançonnement, soutient Benoît Dupont. Ceux d'Afrique de l'Ouest et d'Israël sont reconnus pour les impostures amoureuses ou hiérarchiques. « En Asie du Sud-Est, ils sont un demi-million qui escroquent des gens à temps plein dans de grands centres d'appels, où ils sont très forts dans la fraude à l'investissement », laquelle, explique-t-il, consiste à inciter des personnes à prendre une décision de placement sur la base de renseignements faux ou fallacieux. « Et si vous pensez que les pauvres Québécois ne sont que des victimes là-dedans, détrompez-vous : des Québécois se sont organisés pour détrousser des candidats africains à l'immigration. C'est partout. »

Le cybercrime n'est d'ailleurs pas toujours financier. Le *swatting*, par exemple, consiste à lancer de fausses alertes malveillantes pour faire débarquer les escouades tactiques de la police. L'objectif peut être de créer une diversion pour détourner l'attention d'un autre crime ou d'intimider des adversaires.

Grâce à l'hypertrucage, certaines escroqueries n'ont plus rien à envier à la série *Mission : Impossible*. En février 2024, à Hong Kong, un groupe d'arnaqueurs a convaincu un cadre de transférer 35 millions de dollars dans un compte bidon en montant une fausse visioconférence : les acteurs avaient pris la voix et le visage du PDG et du vice-président de l'entreprise.

En plus de 25 ans de carrière, Jean-François Vaillancourt, président de NETsatori, une société montréalaise de cybersécurité, en a vu de toutes les couleurs. « Le cybercrime peut mettre une banque à terre. Le géant canadien de l'électronique Nortel a fait faillite en 2009 à cause d'un vol de propriété intellectuelle par des Chinois. J'ai des clients en aérospatiale qui se font attaquer tous les jours. »

Les autorités

ont réellement pris conscience de la gravité de la situation il y a à peine deux ou trois ans, convient Chris Lynam, bonze de la lutte contre la cybercriminalité à la GRC. « La bataille n'est pas perdue, mais disons qu'on a un retard à rattraper. »

Le Centre national de coordination contre la cybercriminalité, dont il a pris le commandement en avril 2020 et qui a entamé ses opérations en 2021, vise à coordonner le travail de la GRC, des polices locales et des corps policiers provinciaux pour élaborer des outils communs et produire du renseignement. « Récemment, relate Chris Lynam, nous avons eu vent d'une opération de rançonnement imminente et nous

Le FBI avait même emmené à Montréal un chien renifleur spécialisé dans la détection de clés USB ! « Nous avons profité de cette opération pour questionner une soixantaine de suspects, histoire de leur dire : "On vous tient à l'oeil !" » Chris Lynam

avons prévenu l'entreprise concernée, qui s'est détachée d'Internet juste à temps.»

Plusieurs importants coups de filet ont ébranlé la nébuleuse mondiale du cybercrime organisé depuis 2023, comme en témoignent les opérations contre 911 S5 et RedLine en 2024. La GRC, de son côté, a collaboré la même année à l'opération Cronos, menée par Europol, qui visait LockBit, un service offrant des logiciels rançonneurs — 99 arrestations. Au printemps 2023, la SQ a tenu le premier rôle dans l'opération Cookie Monster contre Genesis Market, un service de revente de renseignements personnels — neuf arrestations, dont six au Québec. Pour l'occasion, le FBI avait même emmené à Montréal un chien renifleur spécialisé dans la détection de clés USB ! « Nous avons profité de cette opération, qui a impliqué 28 corps de police canadiens, pour questionner une soixantaine de suspects, histoire de leur dire : "On vous tient à l'oeil !" » raconte Chris Lynam.

Malgré son retard, la police bénéficie d'un avantage certain dans ses enquêtes : Internet n'oublie rien. « Les malfaiteurs se dissimulent souvent derrière une fausse identité, mais ils ont toujours utilisé au moins une fois, quelque part, leur véritable identité, explique Jean-François Vaillancourt. C'est comme ça que le FBI a pu remonter jusqu'à Singapour et établir la preuve contre 911 S5 et ses dirigeants. »

Les cyberescrocs s'intéressent aux entreprises pour deux raisons : elles brassent beaucoup d'argent et les portes d'entrée y sont nombreuses. De plus, les millions de télétravailleurs qui connectent leur ordinateur personnel infecté au système informatique de leur employeur sont particulièrement alléchants. Merci au RPV !

Les entreprises doivent donc déployer des trésors d'ingéniosité pour prévenir les attaques ou y remédier. Hydro-Québec, par exemple, a conduit en juin 2022 un premier grand exercice de confinement informatique. L'opération, tenue à une date non divulguée, à partir d'un lieu

secret, était une première mondiale pour un service public. L'équipe informatique a complètement détaché la société d'État d'Internet. Pendant quatre heures, Hydro-Québec a alimenté les Québécois « à l'ancienne », en assurant les communications uniquement par téléphone et radiocommunications. Cet exercice était, selon la société d'État, la première étape en vue de créer des automatismes de protection en cas de cyberattaque.

Chaque nouvelle attaque et chaque nouvelle enquête font évoluer les contremesures. « Les attaques d'il y a 15 ans ne marchent plus. Tout est crypté de nos jours », explique l'expert Mathieu Lavoie, de Flare, à Montréal. « Des malfaiteurs qui prennent le contrôle total en entrant par la petite porte, on ne voit plus ça que dans les films. Les cybercriminels cherchent plutôt à entrer par la grande porte déverrouillée, par imposture et vol d'identité », affirme le fondateur et directeur de la technologie de la société, qui se spécialise dans la protection des renseignements exposés. Autrement dit, Flare intervient quand le mal est fait et que des cybermalfaiteurs ont volé des données. « Notre but est de retrouver ce qui est volé avant que ça serve au cybercrime. »

Bien qu'il soit heureux

de voir des cybershéfifs arriver en ville, le titulaire de la Chaire de recherche du Canada en cybersécurité, Benoît Dupont, espère que le gouvernement leur apportera un vrai soutien. Car s'il faut se réjouir que la police mette fin à

l'impunité régnante, les législateurs devront aussi adapter les lois à cet environnement et créer de nouvelles règles.

Chris Lynam, du Centre national de coordination contre la cybercriminalité et du Centre anti-fraude du Canada, souligne que les gouvernements commencent à installer un cadre légal particulier. Le Québec a été un précurseur en 2021 à l'échelle nord-américaine avec sa Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (dite loi 25), d'inspiration européenne. Au niveau fédéral, le projet de loi C-26 (qui était devant le Sénat au moment de la prorogation du Parlement) aurait obligé les entreprises des secteurs stratégiques (télécommunications, finance, énergie, approvisionnement en eau, transport) à signaler tout incident ou attaque. « Bien des crimes sont commis par l'intermédiaire des institutions financières et des entreprises de télécommunications, et on va devoir les amener à collaborer pour connaître leurs points faibles, comprendre comment elles sont exploitées et fermer ces portes-là », précise le directeur général.

Au Québec, le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, créé en 2022, a pour objectif, à terme, d'offrir un système d'identification numérique des citoyens qui assurera une meilleure protection et qui comblera de très nombreuses failles présentes dans les processus d'authentification actuels.

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, explique Benoît Dupont, jouit de pouvoirs étendus sur l'ensemble de l'État et de la société québécoise, et constitue un geste fort qui devrait être imité par les autres gouvernements. « C'est un grand effort de cohérence qui va permettre d'établir une politique globale pour toute l'institution publique. Les cybercriminels ont trop profité de l'éparpillement des mesures et des normes entre divers ministères, qui procèdent chacun à leur manière. »

Les solutions technologiques ou réglementaires au cybercrime ont beau s'améliorer, les citoyens doivent aussi s'aider — tous les spécia-

listes en cybersécurité s'entendent là-dessus. « C'est très malcommode de devoir retaper 15 fois par jour son mot de passe, mais c'est l'une des meilleures mesures de sécurité, dit Marc Frappier. Et si votre antivirus vous dit de ne pas ouvrir tel logiciel, ne l'ouvrez pas. Souvent, les protections informatiques sont là, mais les gens les ignorent. »

C'est Jean de La Fontaine qui concluait la fable du *Chartier embourbé* par ce dicton : « Aide-toi, le [cyber]ciel t'aidera. » ■



Les solutions technologiques ou réglementaires au cybercrime ont beau s'améliorer, les citoyens doivent aussi s'aider — tous les spécialistes en cybersécurité s'entendent là-dessus.



Science | par Philippe J. Fournier

Les merveilles de la colonoscopie

C'est la fin de l'automne. Je marche en direction de la clinique, le corps vide et la tête pleine d'idées noires. Je m'acharne à ne pas croire d'emblée au scénario le plus pessimiste, car ce n'est pas dans ma nature. Je comprends que, pour certaines personnes, constamment entrevoir le pire est un mécanisme de défense. Nul n'aime être désagréablement surpris de quoi que ce soit. Ainsi, quand on envisage toujours le pire, on ne peut qu'être agréablement surpris ou, si le pire s'avère, se dire : « Ah, ben je le savais ! » Mais je me force à croire en la science plutôt qu'au vaudou et aux « signes ».

Je pense à mon grand-père paternel que je n'ai jamais connu, mais dont j'ai entendu tellement de bien au fil des années. Il est mort trop jeune, à 52 ans, alors que ma mère était enceinte de ma grande sœur. Ce qui l'a emporté : un cancer du côlon. Un de mes oncles a aussi été atteint de ce type de cancer quelques années plus tard. Mon père ne l'a jamais eu avant qu'il nous quitte, à l'âge de 69 ans, mais ses antécédents familiaux faisaient qu'il était étroitement surveillé par ses médecins.

Ces mêmes antécédents familiaux sont donc les miens aujourd'hui.

Voulant m'apaiser l'esprit en vue de l'examen qui m'attend, j'ai décidé d'aller m'informer sur le cancer colorectal. Selon la Société canadienne du cancer, ce type de cancer est l'un des quatre qui sont le plus fréquemment diagnostiqués au Canada. Il constitue la deuxième cause de décès par cancer chez les hommes (et la troisième chez les femmes). Or, on estime qu'annuellement, plus de 25 000 Canadiens reçoivent un diagnostic de cancer colorectal, ce qui représente environ 10 % de tous les nouveaux cas de cancer au pays. Puis, je lis cette joyeuse petite statistique : « En moyenne, chaque jour, 26 Canadiens meurent d'un cancer colorectal. » Voici donc mon esprit pas du tout apaisé.

L'air froid fait du bien à mon moral, je dois l'avouer. J'ai passé presque l'entièreté des 48 dernières heures à la maison, au repos, afin de me préparer pour cette procédure. C'est un examen de routine, mais tout de même anxiogène : une colonoscopie. Ce n'est pas ma première, mais avec chaque année qui passe, je me demande si ce sera ma dernière. Tiens, encore les idées noires qui reviennent. Allez, ouste ! Le ciel est bleu, les feuilles mortes recouvrent les trottoirs, la vie est belle. La Terre continuera de tour-

**Ce n'est pas ma première,
mais avec chaque année
qui passe, je me demande si ce
sera ma dernière.**

ner peu importe ce qu'apportera cette journée.

Le côlon doit être exempt de toute matière solide pour que la procédure soit effectuée correctement. Trois jours avant l'examen, on doit suivre un régime faible en fibres et boire énormément. Dans les 24 dernières heures, aucune nourriture n'est permise et seuls des liquides clairs doivent être ingérés. Du jus de pomme, du bouillon, des boissons sportives, de l'eau. Il est important de rester hydraté, car la prochaine étape fait perdre beaucoup d'eau à l'intérieur du corps : l'ingestion de trois litres de polyéthylène glycol en trois heures. Ce médicament agit en attirant de grandes quantités d'eau vers le côlon. Cela ramollit les selles et stimule le mouvement rythmique des muscles du côlon, ce qui entraîne une défécation, disons-le, violente et incontrôlable.

J'arrive à la clinique mon corps vidé de matière solide. On me reçoit, je me change, on m'explique ce qui s'en vient. Puis, l'équipe médicale s'installe. Le docteur insère un mince tube équipé d'une lampe, d'une caméra et d'un « lasso » dans mon rectum. Ce tube zigzague ensuite dans mon gros intestin et mon côlon. Puis, à l'aide de la caméra, le médecin peut vérifier

s'il y a des cellules cancéreuses, des tumeurs ou des polypes colorectaux. Si un polype est détecté, le « lasso » ira l'arracher. Je n'utilise probablement pas le bon terme médical ici, mais il s'agit de la meilleure description de ce que je vois sur les images de l'écran HD au-dessus de mon lit.

Je suis abasourdi devant ce progrès technologique. La caméra recule lentement dans un tube tout rose. Je me vois de l'intérieur. La légère dose d'opioïde qu'on m'a servie contribue certainement à cette euphorie. Plusieurs fois, je murmure : « Estie... vive la science », ce qui provoque un petit rire derrière moi.

Le tout est certes inconfortable, mais sans douleur. Le plus important, ce sont les mots du médecin après la procédure, qui agissent tel un baume pour l'esprit : il n'y a rien d'alarmant pour l'instant, mais on doit répéter l'examen dans quelques années et régulièrement jusque... à la fin de ma vie. C'est un petit prix à payer pour vivre en santé.

Je quitte la clinique et me dirige vers un resto du coin pour ce qui sera un festin. Je suis affamé. Je pense à mon grand-père qui n'a pas pu jouir de cette technologie. Celle-là est pour toi, grand-papa. ■

On a tiré sur Baalbek

texte et photos
Fabrice de Pierrebourg

Non loin de Beyrouth, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO qui regorge de bijoux historiques, dont plusieurs remontent à l'Antiquité, a failli être réduit en miettes par les bombardements israéliens sur les positions du Hezbollah.



C'

C'était une jolie petite maison centenaire de Baalbek, à environ une heure et demie de route au nord-est de Beyrouth. Construite dans le style ottoman, avec des murs et corniches en pierres de calcaire beige ainsi que des portes et fenêtres, ornées d'arches, protégées par des grilles en fer forgé noir à motifs géométriques.

À sa place, il n'y a plus désormais qu'un tas grossier de pierres et de morceaux de fer forgé éparpillés autour de deux camions et d'un minibus criblés d'éclats. Et les dégâts auraient pu être encore plus catastrophiques lorsque, le 6 novembre 2024 au matin, la jolie centenaire — connue comme la « maison Menchiyé » — a été pulvérisée par deux missiles israéliens : les explosions ont eu lieu à quelques dizaines de mètres seulement de l'imposante acropole gréco-romaine de Baalbek, ce qui a fait craindre le pire pour ce joyau archéologique inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les 12 colonnes de l'élément le plus proche, le portique Boustan al-Khan (jardin des khans), vestige de bains romains, auraient pu s'écrouler ou être ébranlées en raison des vibrations ou du souffle engendrés par les deux explosions.

Les dieux de la mythologie gréco-romaine semblent avoir veillé sur ce sanctuaire remarquable, qui aurait été *a priori* « très peu endommagé », se félicite Bachir Khodr, gouverneur de la région, en entrevue au début décembre.

Ce n'était pas la première fois depuis le début de la guerre de 14 mois ayant opposé Israël au mouvement chiite Hezbollah que l'acropole de Baalbek, qui a traversé près de deux millénaires, était en « danger », déplore le gouverneur. Rien qu'au cours des deux mois ayant précédé le cessez-le-feu, entré en vigueur le 26 novembre 2024, la ville de 80 000 habitants et sa région environnante ont été pilonnées presque chaque jour et chaque nuit. On a recensé pas moins de 1 250 bombardements, qui ont tué 960 personnes, en majorité civiles — dont le directeur de l'hôpital local —, et détruit près de 500 édifices.

De jour en jour, la menace se rapprochait de l'acropole. Début octobre, l'armée israélienne avait frappé à 700 m des lieux. Puis, trois semaines plus tard, deux petits murs d'enceinte à 500 m du site se sont partiellement écroulés à la suite d'un bombardement.



En ouverture : La « maison Menchiyé », située tout près de l'acropole, a été détruite par deux missiles israéliens. En haut : Un drapeau du Hezbollah a été planté dans les ruines de cette vieille maison. En bas : Le moderne et l'ancien se côtoient à Baalbek.



C'est à ce moment-là que les autorités se sont rendu compte que l'intégrité des joyaux historiques de Baalbek, tout comme celle de plusieurs autres un peu partout au pays, était en péril. L'ambassadeur du Liban à l'UNESCO a d'abord sollicité une réunion d'urgence de l'organisme, qui a accordé dès le 18 novembre, soit une semaine avant le cessez-le-feu, le statut de « protection renforcée » à 34 lieux et monuments historiques libanais, dont celui de Baalbek.

En parallèle, les autorités locales ont fait inspecter l'acropole, désertée par les touristes depuis le début de la guerre, puis l'ont fait garder, pour s'assurer qu'aucun combattant, aucune arme ni aucun équipement militaire n'y seraient dissimulés. « Nous ne voulions pas donner à Israël un prétexte pour la bombarder », souligne le gouverneur Khodr.

Même si, à première vue, le site n'a pas été atteint le 6 novembre, le gouvernement libanais promet de déposer une plainte « auprès des autorités internationales » pour ce qui constitue un « crime de guerre » dont Israël « doit être tenu responsable », affirmait un communiqué peu après les événements.

B

Baalbek est comme un affrontement permanent et unique entre l'histoire ancienne et la géopolitique moderne...

Elle est avant tout la cité impériale romaine conçue — par la volonté de l'empereur Auguste, le fils adoptif de Jules César — sur les vestiges d'une cité phénicienne appelée par la suite « l'Héliopolis (cité du soleil) de l'époque hellénistique ». Celle-ci a dominé de 323 av. J.-C., soit à la mort d'Alexandre le Grand (avant l'éclatement de son empire qui s'étalait alors des confins de l'Inde à l'Égypte actuelles), jusqu'à l'avènement des Romains, en 31 av. J.-C.

L'empereur Auguste a laissé en héritage, après plus de deux siècles de travaux, une acropole remarquable de près de 600 m², sur laquelle ont été érigés notamment plusieurs temples en



Ci-dessus : Le temple de Jupiter se découpe sur les sommets enneigés. À droite : Plus grand que le Parthénon d'Athènes, le temple de Bacchus est le mieux conservé au monde.

l'honneur des divinités : celui pour Jupiter, dont il ne subsiste que six colonnes corinthiennes hautes d'une vingtaine de mètres ; celui pour Bacchus, plus grand que le Parthénon d'Athènes et le mieux conservé au monde, aux décors sculptés raffinés ; et le temple arrondi, orné de niches, dédié à Vénus.

Tous ont été bâtis avec des pierres calcaires monumentales pesant jusqu'à 800 tonnes, sinon plus, et acheminées depuis une carrière locale. On peut d'ailleurs encore y voir un monolithe rectangulaire de 21 m de long et 4 m d'épaisseur. Cette pierre taillée inclinée en partie dans le sol, baptisée « pierre de la femme enceinte », est d'un poids estimé à plus de 1 000 tonnes, ce qui en fait l'une des plus grandes au monde. Elle était certainement destinée au site, mais n'a jamais été déplacée.

Autant de merveilles attiraient chaque année à Baalbek, jusqu'à la récente guerre, des dizaines de milliers de touristes étrangers (70 000 en 2023) venus admirer cette acropole au milieu de

laquelle on peut déambuler en toute liberté, contempler des vestiges sculptés posés au sol, toucher d'immenses colonnes parfois encore lisses comme au premier jour, s'extasier devant les décors bachiques du temple de Bacchus, lever les yeux vers les restes de son plafond finement sculpté, ses colonnes corinthiennes, ou encore demeurer bouche bée devant les pierres massives du temple de Jupiter en se disant que rien n'arrêterait ces bâtisseurs hors normes.

Si l'armée israélienne s'est acharnée sur Baalbek pendant deux mois, c'est que la ville est aussi connue comme le berceau du Hezbollah, à la fois milice armée et parti politique officiel, créé au début des années 1980. Et c'est l'un de ses bastions, au même titre que la banlieue sud de Beyrouth et le sud du pays. L'étendard jaune et vert du mouvement y flotte un peu partout, en particulier sur les édifices détruits par l'aviation israélienne.



B

Baalbek se trouve au cœur de la plaine de la Bekaa, bordée au nord par la Syrie. La plaine sépare la chaîne de montagnes Anti-Liban, à l'est, du mont Liban, aux sommets enneigés l'hiver, à l'ouest. Ce massif abrite d'ailleurs sur ses contreforts rocaillieux des villages chrétiens maronites, où l'on peut admirer des vestiges antiques, dont les pressoirs romains à raisins et à olives découverts par hasard lors de la réfection, il y a une dizaine d'années, du sol de l'église de Deir al-Ahmar.

Cette vallée fertile où l'on trouve des vignobles renommés dans le monde et des champs de céréales et de pommes de terre, mais aussi de cannabis, est traversée par une longue double voie quasi rectiligne, où défilent des dizaines de photos de Hassan Nasrallah, l'ex-secrétaire général du Hezbollah, assassiné par Israël en septembre 2024, et plusieurs bâtiments détruits par des frappes de Tsahal, l'armée israélienne.

Lors de notre passage, fin novembre, une procession funèbre de dizaines d'hommes rendant hommage à deux jeunes militants du Hezbollah morts au combat arpentait les rues, poings en l'air, derrière les cercueils couverts de drapeaux du mouvement dans le quartier Ras al-Aïn (tête de la source), qui surplombe le cœur ancien de Baalbek.

Un peu plus loin, toujours dans le même quartier, assis sur un banc au bord d'un bassin alimenté en eau de source par une nymphée romaine, deux hommes âgés discutaient paisiblement, le regard tourné vers ce vestige de « leur patrimoine ». Au milieu du bassin sont immergées des ruines d'un sanctuaire antique squatté par des canards et des oies, avec en arrière-plan un énième portrait de l'incontournable Hassan Nasrallah, le visage souriant. « Tous les jours, nous venons ici, même lorsqu'il y a des bombardements. Dieu nous protège », dit l'un des deux hommes, cigarette au bout des doigts.

Tous ces monuments millénaires, dont ceux de l'acropole gréco-romaine, ont toujours fait partie du décor quotidien des résidents de Baalbek. Le gouverneur Bachir Khodr les compare à la tour Eiffel, dont aucun Parisien ne pourrait se passer. « Les habitants de Baalbek ne peuvent pas non plus concevoir leur vie sans leurs temples. Ils sont leur fierté », jure-t-il avec conviction.

Le temple de Vénus est intégré, comme le reste du site, à la vie quotidienne de Baalbek.



« E

« **Enfants, on jouait au milieu de cette citadelle** », se souvient Ali, 65 ans, qui habite avec sa sœur dans une maison traditionnelle située en face de l'acropole. Leur frère Khalil Abbas, décédé deux ans plus tôt de complications liées à la COVID-19, était l'un des guides touristiques officiels. Il était intarissable à propos de ce site « inachevé » qu'il connaissait « en long et en large », se rappelle Ali, qui a conservé l'insigne de son frère en guise de souvenir.

Chaque matin ou presque, le sexagénaire boit son café en savourant sans jamais s'en lasser, depuis leur terrasse, le spectacle unique des rayons du soleil qui caressent avec délicatesse les murs et les escaliers de l'entrée monumentale (propylées) du temple de Jupiter, avec le mont Liban en arrière-plan. Je ne peux m'empêcher de lui dire qu'il s'agit probablement de l'une des plus belles vues au monde. « Les gens de Baalbek n'en ont pas tous conscience, ou alors ils s'en moquent », réplique-t-il, résigné.

Ali, en revanche, ne se fait pas prier pour clamer son amour pour son acropole, fredonnant au passage les paroles d'une chanson de la célèbre diva libanaise Fairouz : « Où que tu ailles, mon cœur, tu reviendras toujours dans les escaliers de Baalbek. »

« Il y a quelque chose dans ce site qui t'envoûte, une majesté qui n'existe nulle part ailleurs, s'extasie l'homme. Plusieurs civilisations s'y sont succédé [pour bâtir l'acropole]: Phéniciens, Grecs, Romains, Byzantins, etc. »

Des temples qui ont longtemps servi d'écrin à un festival de musique créé dans les années 1950 et qui a vu défiler Fairouz, Charles Aznavour, Dizzy Gillespie et bien d'autres, ainsi que des orchestres philharmoniques et des troupes de ballet.

Au plus fort des bombardements israéliens qui ont brisé des fenêtres de leur grand salon, Ali et sa sœur se sont résignés à quitter leur ville et leur maison, auxquelles ils sont tant attachés, pour se réfugier à Beyrouth comme des dizaines de milliers d'autres Libanais. Avant de revenir cinq jours plus tard. « On ne s'est pas sentis chez nous là-bas », justifie Ali.

En haut : Ali contemple l'acropole de son balcon tous les matins, en buvant son café. En bas : Procession funèbre pour deux jeunes militants du Hezbollah morts au combat.



Noha, sa sœur, confie avoir « pleuré lorsqu'ils [les Israéliens] ont détruit la maison Menchiyé ».

Le gouverneur Khodr espère qu'elle sera reconstruite, à l'identique. Toutes les pierres les plus remarquables sont conservées à cette fin, à l'abri des pilliers. Une pierre gravée « 1928 », la seule à avoir été volée, assure-t-il, a heureusement été retrouvée depuis.

V

Voisin immédiat de l'acropole, l'hôtel Palmyra se préparait à rouvrir après avoir été victime des dommages collatéraux de la frappe du 6 novembre. Celle-ci a arraché toutes ses vieilles portes et fenêtres en façade. Pour la première fois depuis son ouverture en 1874, il y a 150 ans, l'établissement au charme suranné et à l'atmosphère muséale a été contraint de fermer.

Une fois les nettoyages et réparations achevés, et une paix durable installée, ses futurs clients pourront à nouveau fouler ses tapis persans poussiéreux, monter ses escaliers qui craquent, et admirer les gravures et dessins qui ornent ses murs aux couleurs vives, avec une pensée pour ses illustres visiteurs allant de Charles de Gaulle à Jean Cocteau, en passant par Lawrence d'Arabie et Ella Fitzgerald, qui ont contribué à sa notoriété. Réminiscence des grandes heures de ce Liban d'avant les guerres et crises qui meurtrissent le pays du cèdre presque sans interruption depuis 1975. Et qui malmènent son patrimoine culturel.

Mais en accordant, le 18 novembre dernier, le statut de « protection renforcée » à 34 lieux et monuments historiques libanais, dont le site de Baalbek, l'UNESCO leur a conféré une « immunité qui impose aux parties en conflit de s'interdire d'en faire l'objet d'attaque ou d'utiliser ces biens ou leurs abords immédiats comme appui à une action militaire ».

Le non-respect de ces clauses, advenant une reprise des hostilités entre le Hezbollah et Israël, constituerait une « violation grave » de la convention de La Haye de 1954 (protection des biens culturels en situation de conflit armé) et ouvrirait la possibilité de poursuites pénales, avertit l'organisme.

Philosophe, le gouverneur préfère ne voir qu'un avantage à tous ces moments difficiles vécus par Baalbek ces derniers mois, celui d'avoir fait prendre conscience à tous les Libanais qu'ils possédaient un trésor inestimable. ■



Santé | par Alain Vadeboncœur

À votre Santé Québec !

Le 1^{er} décembre dernier, Santé Québec a pris en charge votre santé, rien de moins ! Marquant une étape importante dans la réforme voulue et entreprise par le ministre Christian Dubé, l'opération suscite pour l'instant au moins autant de scepticisme que d'espoir.

Sur le fond, je reconnais que le plan santé repose sur de bonnes bases et qu'il cible plusieurs problèmes majeurs du système. Mais l'ampleur de la tâche qui attend les gestionnaires de Santé Québec est tout aussi manifeste que la volonté du ministre de transformer le réseau. Pour que tous ces efforts soient perçus comme justifiés, il faudra des améliorations tangibles dès cette année.

La première ligne demeure le nerf de la guerre. Le manque d'accès aux médecins de famille entrave les soins de proximité, pourtant cruciaux dans la prise en charge des problèmes de santé courants. Couplé à une demande croissante de soins pour une population vieillissante, ce problème contribue aux dysfonctions constatées un peu partout dans le système. La hausse des admissions en médecine est un pas dans la bonne direction, mais on doit aussi repenser profondément l'accès.

Pour les interventions chirurgicales, le retard accumulé depuis la pandémie

paraît bien difficile à rattraper, en bonne partie en raison de la disponibilité limitée du personnel pour les blocs opératoires. Il faut espérer que l'entente avec la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec pourra vraiment aider à stabiliser les équipes infirmières. Reste à voir si cela se traduira par une amélioration notable des services.

En psychiatrie, des idées novatrices émergent dans plusieurs milieux de soins, comme l'hospitalisation à domicile et le suivi dans la collectivité. Si ces projets sont prometteurs, les besoins croissants et les ressources limitées en freinent les bénéfices potentiels. Pour que ces initiatives contribuent réellement à une meilleure prise en charge, elles devront être soutenues par un financement et des effectifs adéquats.

L'intégration des technologies numériques constitue un autre enjeu important. Le déploiement du dossier médical électronique permettra de renforcer l'efficacité des soins. Toutefois, cette avancée nécessite des investissements considérables qui retardent en ce moment d'autres projets connexes d'informatisation. L'équilibre ne sera pas facile à atteindre.

La place du secteur privé dans toute cette réforme reste une question minée

Échaudés par des années de promesses mal tenues, nous méritons une embellie, le minimum requis pour obtenir la note de passage.

qui fait débat. Durant la pandémie, les cliniques spécialisées ont effectivement permis de maintenir certaines activités chirurgicales alors que les blocs opératoires publics étaient paralysés, mais un recours continu à ces cliniques comporte le risque d'accroître la pénurie de main-d'œuvre dans le réseau public.

L'impact du privé est encore plus ambigu en première ligne. L'augmentation du nombre de médecins et d'infirmières praticiennes au privé correspond à une demande croissante pour répondre aux besoins ciblés de gens moins malades et disposant des moyens exigés. Il s'agit au mieux d'une réponse imparfaite et biaisée aux vrais besoins de la population.

La réforme Dubé gagnerait de plus à clarifier ses stratégies pour réduire les inégalités entre groupes socio-économiques et améliorer l'accès aux soins pour les populations marginalisées. Un système de santé équitable doit s'assurer que tous les citoyens, peu importe leur statut socioéconomique ou leur région, peuvent accéder aux soins qu'ils requièrent.

Il faut enfin considérer les enjeux dans les régions rurales et éloignées, qui souffrent d'infrastructures limitées et d'un manque chronique de

main-d'œuvre. Cette situation freine l'accès aux soins pour les résidents, et des solutions spécialement pensées sont nécessaires afin de réduire ces disparités régionales.

En se voyant confier la responsabilité de l'ensemble du réseau, Santé Québec a notamment comme mandat d'optimiser la gestion du système et la prestation de services. Le principal risque est de reproduire la lourdeur administrative qui handicape le ministère de la Santé et des Services sociaux, comme c'est souvent le cas dans les grandes organisations.

Pour ses dirigeants, il est ainsi temps de prouver que ce changement n'est pas qu'un énième brassage des structures, mais plutôt une vraie occasion de transformer le système de santé. Dans le contexte actuel des contraintes budgétaires, il faut avouer que le défi est de taille.

L'année 2025 sera donc charnière pour le ministre Dubé, Santé Québec et le réseau de la santé. La population s'attend à mieux pour retrouver un peu de sa confiance à l'égard d'un système fragilisé par des décennies de problèmes.

Échaudés par des années de promesses mal tenues, nous méritons au moins une embellie, le minimum requis pour obtenir la note de passage. ■

RESTER EN SELLE

texte et photos
Simon Diotte



Le Québec a créé le plus grand réseau cyclable en Amérique du Nord, qui s'étire sur 5 300 km. La Route verte fête ses 30 ans en 2025, mais montre des signes de fatigue évidents. Pour qu'elle demeure en tête de peloton, il faudrait lui donner une poussée dans le dos...

SON

seul nom a de quoi faire rêver : le Chemin du Roy, première route carrossable de la Nouvelle-France. Le long de ce parcours de 280 km entre Montréal et Québec défilent des maisons ancestrales et de vieux presbytères, des percées sur le fleuve au-delà des champs agricoles, une fromagerie, un artisan chocolatier et des vignobles. Pendant quatre jours à l'automne, mon frère et moi avons pédalé sur le tronçon qui fait partie de la bien nommée Route verte, sans presque jamais croiser de halte routière ou de franchise de restauration rapide.

À notre rythme, nous avons traversé des villages riches d'histoire tels que Champlain, Batiscan et Deschambault-Grondines en roulant sur l'accotement de la route 138, balisé et assez large pour circuler en toute quiétude. Il suffisait de pédaler et de s'imprégner de beauté.

J'avais à peine 20 km dans les mollets que déjà j'avais redécouvert toute la pertinence de cette Route verte, qui fête en 2025 son 30^e anniversaire. Ce réseau cyclable de 5 300 km, dont fait partie le Chemin du Roy, a bien quelques rides — et son lot de nids-de-poule. Mais cette véloroute, la plus grande en Amérique du Nord, demeure un paradis pour les amateurs de vélo.

Sur la rive nord du fleuve, elle commence loin en amont, dans les environs de Gatineau, et se prolonge jusqu'à Baie-Comeau ; sur la rive sud, elle va de la frontière ontarienne jusqu'à la Gaspésie. À cette colonne vertébrale se greffent des tronçons supplémentaires permettant de se balader dans presque toutes les régions du Québec. La route 2, par exemple, traverse les Laurentides et se rend jusqu'en Abitibi ; dans Chaudière-Appalaches, la route 6 part de Québec et mène à la frontière américaine ; même les Îles-de-la-Madeleine ont leur petit segment de la route 1 !

« La Route verte est un diamant brut, le fruit d'un travail collectif porté par le milieu, mais elle aurait besoin d'un second souffle », soutient Suzanne Lareau, PDG de Vélo Québec de 2001 à 2021 et vice-présidente en

1994, moment où l'organisme a présenté ce projet hors du commun au gouvernement du Québec.

Jacques Parizeau, chef du Parti québécois, était alors premier ministre. « Ce qui l'a convaincu, c'est que ce projet cyclable avait une dimension panquébécoise, et il y voyait une façon d'encourager les jeunes à bouger », se souvient Suzanne Lareau.

Vélo Québec, qui organisait déjà le populaire Tour de l'île à Montréal, est devenu maître d'œuvre de la Route verte l'année suivante, en 1995. « L'enthousiasme était total. Toutes les régions voulaient être desservies », poursuit Suzanne Lareau. Le parcours a pris forme en se raccordant notamment à des parcs linéaires existants, comme le P'tit Train du Nord, une piste de 234 km issue du démantèlement de voies ferrées entre Saint-Jérôme et Mont-Laurier, dans les Laurentides, qui fut le premier tronçon homologué. Vélo Québec a inauguré la Route verte en grande pompe pour la presse internationale en 2007 et s'est ainsi attiré des éloges, dont ceux de la société National Geographic, qui l'a élue meilleure véloroute au monde en 2009.

Développée sous la responsabilité partagée des MRC, des municipalités, des associations locales et du ministère des Transports et de la Mobilité durable, la Route verte a franchi le cap des 5 000 km en 2012 et Vélo Québec s'est assuré de la connecter à une panoplie de réseaux locaux, comme les réseaux municipaux de pistes cyclables.

Une constante a toujours marqué le cheminement de ce réseau national : son absence de couleur politique. « Tous les gouvernements québécois ont continué à soutenir la Route verte au fil des décennies », souligne l'actuel PDG de Vélo Québec, Jean-François Rheault, en poste depuis 2021. « L'opposition aux voies cyclables n'a jamais été payante politiquement parlant. » À un seul moment, sous le règne de Philippe Couillard en 2014, le fonds destiné à son entretien, évalué à 2,8 millions de dollars par année, est passé à la trappe de l'austérité, mais une mobilisation citoyenne a forcé le gouvernement à reprendre le financement dès l'année suivante. « On oublie souvent que les principaux usagers de la Route verte ne sont pas les tou-

ristes, mais la population locale qui l'emprunte pour ses loisirs ou ses déplacements actifs », fait remarquer Jean-François Rheault.

Le circuit est en effet apprécié de la communauté cycliste. « Il est d'une qualité étonnante, si l'on considère son bassin réel d'utilisateurs assez *underground* [sur certains tronçons] », dit Julien Ludger Dufour, un Montréalais membre actif du groupe Cyclotourisme Québec sur Facebook.

Cette voie cyclable fait cependant du surplace depuis plusieurs années et risque de « perdre de son attractivité par rapport aux autres destinations cyclistes », avance David Lecointre, directeur général de la Véloroute des Bleuets, l'organisme responsable de la boucle cyclable certifiée Route verte qui fait le tour du lac Saint-Jean.

Car tout n'est pas rose sur la Route verte. Des trous ponctuent encore son tracé, notamment dans Charlevoix et en Gaspésie. Actuellement, seuls les cyclistes expérimentés osent s'aventurer sur le tronçon non balisé,



En ouverture : Le frère du journaliste (à gauche) et un ami venu les accompagner dans leurs derniers kilomètres, l'automne passé. En haut : Les Diotte devant une carte à Magog, lors d'une sortie estivale ; un paysage de la Véloroute gourmande.

étroit et sinueux, d'environ 80 km sur la route 132, à l'extrême est de la pointe de la Gaspésie.

Cette véloroute comporte une autre importante lacune : la qualité inégale de son entretien, dont les coûts sont financés à parts égales par les 382 municipalités qu'elle traverse et le ministère des Transports et de la Mobilité durable. Sur 46 % de son parcours, la Route verte emprunte l'accotement asphalté en bordure d'une route. Or, comme pour l'ensemble du réseau routier québécois, la qualité du revêtement laisse souvent à désirer. Des portions estampillées « Route verte » sont cahoteuses à souhait. C'est ce qu'a éprouvé à la dure Véronique Fontan, une cycliste française qui a débarqué au Québec avec son vélo à l'été 2024, puis roulé dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie pendant un mois. « J'ai adoré les paysages de la Route verte, mais de nombreuses sections à l'asphalte dégradé sont carrément dangereuses. Je l'ai surnommée par endroits la « Route de l'enfer » », dit cette cyclotouriste expérimentée de Bordeaux, qui ne recommanderait pas ce périple.

Lors de ma randonnée Montréal-Québec, j'ai roulé sur un accotement de première qualité presque partout, mais il existe un trou noir de sept kilomètres sur la Route verte dans Lanaudière, entre le cœur villageois de Lanaudière et Sainte-Geneviève-de-Berthier. À cet endroit, la route 138 se rétrécit, son accotement s'évapore et son bitume devient ponctué de cratères. À vélo, il s'agit d'un passage extrêmement périlleux. Malgré tout, la vitesse de la circulation automobile reste de 70 km/h à 90 km/h.

André Villeneuve, maire de Lanaudière, mène un combat depuis des années pour que cette portion de la route 138 soit refaite à neuf. « Les plans de réfection datent de 2004 et on attend toujours que ce soit fait », dénonce l' élu, qui a déposé en mai 2024 à l'Assemblée nationale une pétition de plus de 1 000 signatures réclamant une intervention d'urgence. Les travaux seraient évalués à plus de 25 millions de dollars. D'ici à ce que ce tronçon soit sécurisé, la Ville de Lanaudière voudrait que la vitesse de la circulation automobile y soit réduite. « Nous en avons fait la demande, mais

le ministère des Transports refuse, afin de maintenir, dit-on, la fluidité de la circulation. À mon avis, il est urgent de revoir les critères dans ce genre de situation», soutient André Villeneuve.

La cohabitation entre cyclistes et véhicules est de plus en plus difficile sur les routes nationales et régionales, un demi-million de véhicules s'étant ajoutés au parc automobile québécois au cours de la dernière décennie, selon une étude de HEC Montréal. Sans compter l'augmentation de leur taille et de leur poids — la moitié d'entre eux sont désormais des véhicules utilitaires sport ou des camionnettes. «Les conducteurs de véhicules récréatifs ne semblent pas se rendre compte de la largeur de leur habitation mobile», témoigne la cycliste Véronique Brousseau-Couture, qui s'évade sur la Route verte depuis près de 10 ans.

Actuellement, 40 % de la Route verte est composée de pistes cyclables physiquement séparées des voies de circulation automobile, un aménagement dit «en site propre» que les usagers apprécient davantage que le fait de rouler sur un accotement. «Sur les routes partagées, les cyclistes se sentent de moins en moins en sécurité», souligne David Lecointre, président de l'Association des réseaux cyclables du Québec, en plus d'être DG de la Véloroute des Bleuets. Dans un sondage effectué en 2024 pour le compte de Vélo Québec, 47 % des répondants affirment que le sentiment d'insécurité à vélo constitue un frein à la pratique. Pour répondre aux attentes, la Véloroute des Bleuets réaménage continuellement son parcours de 256 km afin de fuir l'accotement de la route 169. «Lors de l'inauguration de notre véloroute, 35 % de l'itinéraire était en site propre. Aujourd'hui, on est rendu à 60 %. Le rêve est de s'écarter complètement de la circulation routière», dit David Lecointre.

Un rêve onéreux. En 2007, les coûts moyens de construction d'une piste cyclable étaient estimés à 110 000 dollars par kilomètre. Aujourd'hui, c'est 550 000 dollars, selon l'Association des réseaux cyclables du Québec, en partie à cause de l'inflation, mais aussi en raison de normes environnementales complexes. La présence d'un cours d'eau, par exemple, même petit et intermittent, peut exiger plusieurs

expertises en vue de sa réhabilitation, et les résultats seront parfois contradictoires, déplore David Lecointre. Sans oublier les frais d'expropriation en amont. «Des terrains convoités font l'objet de spéculation», note le gestionnaire du Lac-Saint-Jean.

Vélo Québec condamne le deux poids, deux mesures en matière de financement des infrastructures. Si le ministère des Transports et de la Mobilité durable assume 100 % des coûts des aménagements routiers, il ne paie qu'à hauteur de 50 % la Route verte. «Les municipalités, aux moyens financiers très limités, doivent déboursier l'autre moitié. Dès que la Route verte projetée comporte un obstacle, comme la construction d'une passerelle, ça bloque, car les villes n'ont pas la capacité financière de soutenir de

gros projets», regrette le PDG de Vélo Québec, Jean-François Rheault.

Certes, le ministère des Transports et de la Mobilité durable appuie financièrement les municipalités pour la construction des aménagements cyclables de la Route verte et leur entretien, grâce au programme Véloce III, doté d'une enveloppe budgétaire de 63 millions de dollars pour les années 2022 à 2025. «Mais le financement actuel est trop timide pour réaliser les ambitions d'un réseau de calibre mondial comme la Route verte», déclare Jean-François Rheault. Vélo Québec estime entre autres qu'il faudrait de 200 à 400 millions de dollars pour ajouter les tronçons manquants.

De l'argent frais sera aussi nécessaire en vue de la réfection de plu-

En bas : Le Chemin du Roy permet de longer le fleuve Saint-Laurent sur la rive nord, comme ici, au parc nautique de Cap-Rouge.

sieurs portions qui ont plus de 30 ans ou qui doivent être adaptées aux changements climatiques. «Il faut notamment revoir nos ponceaux afin de faire face aux pluies torrentielles», dit Marilyn Lortie, directrice générale du parc linéaire le P'tit Train du Nord, dont des bouts de piste ont été emportés par les flots à l'été 2024.

Si des investissements majeurs ne sont pas réalisés, le Québec pourrait se faire doubler et perdre sa position de leader en matière de cyclotourisme. «Les cyclistes voyagent et remarquent que les infrastructures s'améliorent un peu partout dans le

monde. Ils reviennent avec des attentes de plus en plus élevées», observe David Lecointre.

D'autres destinations ont effectivement entamé un sprint pour rattraper leur retard sur la planète vélo. Par exemple, les Américains développent l'East Coast Greenway, un réseau cyclable reliant les grandes villes de la côte Est, de la Floride au Maine. De 2021 à 2023, près d'un milliard de dollars américains ont été investis dans son expansion. Comptant présentement plus de 1 500 km, il mesurera près de 5 000 km une fois terminé.

Vélo Québec souhaite remettre sa Route verte au premier plan dans un contexte où le voyage à vélo gagne du terrain mondialement. «Les vélos à assistance électrique rendent encore plus accessible cette manière de voyager. Ils suscitent un engouement monstre chez les 55 ans et plus», constate Jean-François Rheault, de Vélo Québec. En 2024, déjà 15 % des Québécois disaient posséder un vélo électrique.

Preuve que le vélo peut être payant, la Véloroute gourmande reliant Montréal à Sherbrooke sur 235 km, en empruntant plusieurs tronçons de la Route verte, connaît un énorme succès depuis son inauguration en 2022. Elle est le fruit de la collaboration entre Tourisme Montérégie et Tourisme Cantons-de-l'Est (TCE), qui a fait du cyclotourisme l'un des axes prioritaires de son développement. Les cyclotouristes québécois dépensent 240 dollars par jour et les étrangers, 275 dollars, selon TCE. «Ces voyageurs actifs sont heureux, dépensent dans les commerces locaux, réduisent la pression dans les stationnements et tendent à prolonger la saison touristique», dit Lysandre Michaud-Verreault, directrice à la représentation et aux communications de Tourisme Cantons-de-l'Est.

Dans sa Politique de mobilité durable 2030, le ministère des Transports et de la Mobilité durable s'est engagé à prolonger le réseau national cyclable de 900 km d'ici les cinq prochaines années. Lorsque ces nouveaux tronçons seront achevés, la Route verte dépassera les 6 000 km. Qui sait jusqu'où elle ira, puisqu'il n'y a pas d'objectif final. «Les prochaines étapes porteront sur l'amélioration des maillons plus faibles», précise Jean-François Rheault. Le passage d'une rive à l'autre du fleuve, entre autres, demeure difficile. Dans la région de la Capitale-Nationale, les cyclistes sont contraints à emprunter un couloir très étroit sur le pont de Québec. Entre Trois-Rivières et Bécancour, ils ne sont tout simplement pas autorisés à s'engager sur le pont Laviolette.

Quand tout cela sera fait, la Route verte pourra alors espérer conserver le titre de meilleure véloroute au monde. ■





Champ libre | par David Desjardins

Changer de rôle

Tout le monde porte un costume social. La femme d'affaires. La fille des bois. L'intellectuel ou le justicier d'Internet.

Une identité choisie, mais aussi dictée par une multitude de contraintes collectives qui en font une sorte de mosaïque des conformismes. Chaque rôle ayant ses codes. On peut s'inventer un personnage et se forger un quotidien pour satisfaire l'appétit de son petit crédit social en ligne (il faut bien soigner son pouvoir d'influence, ou, comme on dit maintenant dans la langue de Shakespeare, son *clout*). Il y a cependant beaucoup de frontières culturelles et fort peu de magie dans toutes ces mises en scène. Elles ne servent généralement qu'à épater les autres ou à faire reluire son égo. Elles sont aussi lourdes à porter.

Certains n'en peuvent plus et brûlent les ponts derrière eux. C'est le cas de Mathyas Lefebvre, dont le roman autofictionnel a servi à Sophie Deraspe pour coécrire (avec l'auteur) son plus récent film, *Bergers*.

Il s'agit d'une histoire lyrique à outrance, mais pleine de folklore pastoral déconstruit, soit celle d'un publicitaire qui quitte tout pour aller garder des moutons. Voilà une rupture radi-

cale et fort peu accessible. Or, depuis quelques chroniques, je cherche à explorer ce qui peut aider à réenchanter le monde. Pas à le fuir.

Ce n'est toutefois pas une mauvaise idée de s'évader temporairement pour réapprendre à apprécier ce qu'il y a de merveilleux dans l'humanité.

Il suffit de s'asseoir avec des amis autour d'une table, face au maître du jeu, et de reprendre sa partie de *Donjons et Dragons* (D&D) où on l'avait laissée. Le jeu de rôle inventé par deux Californiens vient d'avoir 50 ans. Il ne cesse, depuis mes 10 ans, de revenir faire son tour dans ma vie pour me rappeler son pouvoir enchanteur.

Il y a une dizaine d'années, ma fille était à l'orée de l'adolescence et je nous cherchais des activités communes. Un jour, au détour d'une promenade, nous sommes entrés dans une boutique spécialisée du quartier Saint-Roch, à Québec, et elle m'a demandé de lui acheter l'ensemble pour débutants de D&D. J'ai sauté à pieds joints sur l'occasion de tisser des liens avec ma préado (et de me remettre à ce jeu qui m'avait séduit à son âge).

Au cours des semaines qui ont suivi, le mardi soir, sur des tables pliantes

Aucun jeu vidéo ne permet autant de marge de manœuvre [qu'un jeu de table comme *Donjons et Dragons*]. L'imagination des joueurs constitue l'unique limite de ce qu'on peut y tenter.

installées dans cette même boutique, nous reprenions notre quête dans un monde fantastique, à la poursuite d'un trésor et d'un sorcier maléfique à dégommer.

Les possibilités qui se sont alors révélées m'ont rappelé pourquoi ce jeu continue de fasciner et d'attirer de nouveaux adeptes, rameutés, entre autres, par les jeunes personnages de la série *Stranger Things*.

Il faut bien comprendre que la magie de D&D réside dans l'absolue liberté qu'ont les joueurs d'essayer n'importe quoi. Tous les risques sont autorisés. Il suffit de demander au maître du jeu et de lancer les dés. On peut être qui on veut. On peut faire ce qu'on veut.

Aucun jeu vidéo, même pas *Zelda* ni *Grand Theft Auto*, n'offre autant de marge de manœuvre. L'imagination des joueurs constitue l'unique limite de ce qu'on peut y tenter.

Il s'agit d'une expérience grisante qui stimule l'esprit et le travail de groupe, et qui permet de vivre des émotions intenses qui galvanisent notre personnalité réelle, peu importe notre âge.

Le cinéaste Édouard Tremblay l'a parfaitement compris. Dans son film

Farador, une bande d'ados attardés jouent à D&D et testent justement les limites de l'évasion par l'imaginaire. Prenant le contrepied du court métrage cynique qui l'avait inspiré, le film traite de l'aspect réparateur de la quête. Dans la salle du cinéma Cartier où j'étais allé le voir à sa sortie, le public de *geeks* non repentants riait ferme et carburait à l'autodérision que distille le scénario.



Il s'agit aussi d'un conte puissant sur le pouvoir de l'imaginaire et la capacité des jeux de rôle de créer des liens forts, même s'ils se nouent dans un monde fantastique, en usant d'avatars. Sans parler des liens concrets qu'on y tisse, à une époque où ceux-ci se délitent. Car tout l'intérêt de D&D est de se retrouver en groupe pour jouer.

D&D coche à peu près toutes les cases de ce qui rend la vie excitante : porter un costume complètement décalé (le voleur, la magicienne, le paladin); s'amuser avec la boussole morale de son personnage; essayer des choses impossibles et voir son imagination partir en vrille; laisser le temps s'écouler dans un monde parallèle qui donne au nôtre une nouvelle saveur. Le piquant d'une fantaisie exaltante, mâtiné d'un arrière-goût d'hydromel. ■

L'actualité

DOLLAR\$ ET ÇENTS

2 400 \$.  C'est la somme économisée par Denise grâce à *Dollars et cents*, l'infolettre de *L'actualité* sur l'argent. 

 A-t-elle dû faire un budget? Non! Aller moins souvent au resto? Pas du tout. Denise a simplement utilisé les astuces envoyées chaque samedi aux 45 000 lecteurs de *Dollars et cents* pour réduire ses factures. 

Faites comme Denise et inscrivez-vous. C'est gratuit! 

De l'argent vous attend!
lactualite.com/infolettre/dollars-et-cents



PAULE THIBAUT POUR L'ACTUALITÉ (À PARTIR D'UNE PHOTO DE CARL LESSARD)



DES CRÊPES AUX BLEUETS AVEC...

Michel Marc Bouchard

Dramaturge québécois le plus joué au monde avec Michel Tremblay, adapté à l'écran deux fois par Xavier Dolan, il crée une septième pièce au TNM et signe le scénario du nouveau film de Léa Pool.

PAR JEAN-YVES GIRARD

Il a opté pour un petit-déjeuner gargantuesque. Alors, ces crêpes? « Pas mal. » Et les bleuets? « Trop gros pour venir du Lac-Saint-Jean. Les bleuets sauvages de chez nous goûtent le bois. » Michel Marc Bouchard, qui s'y

connaît en baies bleues, avale encore 500 km l'été pour en ramasser et faire des confitures. De surcroît, il est membre de l'Ordre du Bleuets. « Chaque année, une cérémonie rend hommage à six personnes de la région qui travaillent dans

le milieu culturel, du chef d'orchestre au responsable de la bibliothèque, et quelqu'un de la diaspora, qui est parti, est choisi », explique-t-il d'une voix parfois inaudible dans le brouhaha matinal du Bistro Tôt ou Tard. En 2014, l'heureux élu, c'était lui. « J'ai eu droit à mon panégyrique. » Autrement dit, on a résumé... près de 50 ans de carrière, un parcours plus riche en réalisations que le bleu et en antioxydants.

L'exercice n'a pas dû être de la tarte.

Prenez seulement l'automne dernier. Le natif du rang des Chicots, près de Saint-Cœur-de-Marie, hameau collé sur Alma, s'est fait entendre en plusieurs langues. Et sur quatre continents : Rio, Varsovie, Bucarest, Munich et Montréal pour *Tom à la ferme*; Göttingen, Tokyo et Paris pour *La nuit où Laurier Gaudreault s'est réveillé*; Anvers pour *Les feluettes*; Riga pour *L'histoire de l'oise*. En janvier, *La reine-garçon*, un opéra dont il a signé le livret, prend l'affiche à Toronto — en français avec sous-titres — à la Canadian Opera Company.

— Le rayonnement extraordinaire de votre œuvre est souvent comparé à celui de Michel Tremblay. À vue de nez, et entre nous, ne l'avez-vous pas dépassé ?

— On s'entend, Michel Tremblay, c'est plus qu'un auteur, c'est un événement historique, un fait culturel qui nous dépasse, une œuvre colossale. C'est notre Balzac.

Fausse modestie ? Peur d'être taxé de crime de lèse-majesté ? « Je vais être bon joueur », ajoute-t-il, pressé d'en dire davantage sur sa percée internationale exponentielle. « C'est une question de communication. J'ai un gros site Internet bilingue [ce que n'a pas le géniteur des *Belles-sœurs*]. Je l'ai bâti pour deux raisons : par narcissisme et pour tout regrouper au même endroit. »

Hyperliens, photos, vidéos, titres traduits, critiques élogieuses de médias étrangers (« Le tout est simplement divin », a écrit *l'Irish Times* au

sujet du *Voyage du couronnement*)... Il dit vrai : tout y est, de son entrée dans le *Larousse* en 2016 (la même année que Lynda Lemay) à la profession de ses parents (mère institutrice, père fermier et boucher). Les détails succulents, il les réserve pour les journalistes à l'heure des *toasts* : « La boucherie était à côté de la maison. Le matin, j'entendais hurler les cochons qui passaient à l'abattoir, où j'ai travaillé. Je m'occupais du sang qui entraînait dans les boyaux du porc, j'enlevais les caillots. » Encore carnivore, il prise peu le bacon, « trop salissant à faire cuire ».

Il ne connaît pas le nombre exact de ses pièces. « On peut en oublier quelques-unes, glisse-t-il, sans nommer lesquelles. Disons une vingtaine. » La plupart voyagent, certaines n'ont même pas le temps de défaire leurs valises. En 30 ans, *L'histoire de l'oise*, la seule destinée à un jeune public, a été applaudie dans 97 villes de 15 pays.

Pour ce pigiste éternel, c'est son fonds de commerce. « Je vis bien », dit-il sobrement. Un mimosa plus tard, le voilà moins laconique. « Avec *Les grandes chaleurs*, j'ai payé ma maison. » Sans préciser s'il s'agit de celle où il habite depuis 20 ans avec son « héros », un médecin généraliste, avec une vue superbe sur le parc La Fontaine, à Montréal, et à petite distance des gros bleuets du Bistro Tôt ou Tard.

Dans *Les grandes chaleurs*, comédie estivale montée et remontée jusqu'à plus soif depuis 1991, une veuve joyeuse s'envoie en l'air avec un cleptomane plus jeune que ses propres enfants. Si la légèreté de l'intrigue tranche sur la gravité naturelle du dramaturge (on meurt beaucoup, et violemment, chez Michel Marc Bouchard), la trame contient un élément qui a son importance : l'homosexualité d'un personnage.

Le dramaturge a annoncé ses couleurs arc-en-ciel d'entrée de jeu. Dans *La contre-nature de Chryssippe Tanguay, écologiste*, le texte qui l'a mis au monde à 24 ans, deux hommes mariés espèrent adopter un bébé. Ils s'embrassent, se caressent dans leur lit, l'un d'eux désire même « porter l'enfant ». En 1982, c'était subversif. « La pièce de Michel Marc Bouchard est une vraie pièce homosexuelle, la première qu'il nous soit donné de voir dans le théâtre québécois. [...] On n'y remet pas en cause l'orientation sexuelle. On y est débarrassé de tout complexe... », s'étonnait Robert Lévesque, critique respecté, et redouté, du *Devoir*, devant la version montréalaise de l'œuvre.

« L'idée du mariage gai n'existait pas alors, pas plus que l'union légale, explique l'auteur avant-gardiste. Et adopter, c'était impossible à imaginer. » Sauf pour lui. Cinq ans plus tard, le choc des *Feluettes*, son *Roméo et Juliette* gai transposé dans Roberval en lieu et place de Vérone, allait confirmer son talent... et lui coller une étiquette.

« C'est sûr que je suis devenu une sorte d'icône gaie, on m'associe à la littérature gaie », reconnaît le lauréat du prix Laurent-McCutcheon 2014, qui lui a été décerné en raison de son engagement contre l'homophobie. « J'ai appris à l'accepter, bien que je trouve que toute étiquette est une nuisance à la lecture et à la réception d'une œuvre. J'ose croire que mon théâtre n'est pas que pamphlétaire, qu'il parle aussi de mon côté noir... »

Aborder le sujet, un exercice auquel il se soumet à chaque interview, ne le lasse ou ne l'agace pas. Icône gaie, soit, mais pas uniquement.

— J'ai refusé d'apparaître dans des anthologies d'auteurs gais. Je ne trouve pas que l'homosexualité est une qualité, c'est un état. Ce n'est pas un plus pour un être humain, c'est ça. Ce qu'on désire, nous, c'est pouvoir revendiquer être ça.

— Ça me rappelle que vous avez déclaré à *La Presse* en 2019 avoir fait le tour de ça...

— Je ne crois pas. D'ailleurs, je ne sais pas pourquoi j'ai dit cela, je n'étais pas bien. [Rire] C'est un thème inépuisable, un thème humain. Je parle de ma condition d'être humain, d'une réalité que je vis et que je perçois.

Dans ce thème inépuisable, il a trouvé l'inspiration pour créer deux couples gais aux antipodes. Le premier, au centre du prochain film de Léa Pool, *On sera heureux*, est formé d'un Marocain et d'un Iranien, des immigrants réfugiés à Montréal. « C'est mon premier scénario original, souligne Michel Marc. J'ai visionné hier ce qui s'appelle le montage image, et c'est très beau. Le film devrait sortir au printemps. »

Mais avant, deux conjoints québécois, cette fois pères de deux fillettes, installeront leurs pénates et laveront leur linge sale en public sur les planches du TNM. « *Une fête d'enfants* est une pièce dont le thème est un peu fou et indéfini. Elle s'aventure dans des zones sensibles et risquées. François Arnaud y interprète un être à la beauté toxique, pervers et narcissique, et tout son univers va s'écrouler jusqu'à emporter non seulement sa beauté, mais toutes les beautés. » Il s'arrête, remarque les points d'interrogation dans les yeux de son interlocuteur. « Je le sais, je parle en énigme. Faudra la voir... C'est ma pièce la plus tragique, déjà que les autres ne sont pas reposantes. »

Nous étions à la mi-novembre, les répétitions allaient bon train, Michel Marc assistait avec assiduité au processus de gestation entamé près de trois ans auparavant. *Une fête d'enfants* est la septième pièce qu'il crée au TNM. « Lorraine Pintel [directrice artistique et générale de l'établissement pendant 32 ans, qui a quitté ses fonctions en août dernier] a été d'une grande fidélité envers mon travail. La suite, je n'en sais rien. Est-ce que les changements de garde amènent le ménage à la cour ? Pourquoi pas ? Il y a d'autres théâtres... »

Deux mois avant la première d'*Une fête d'enfants* (le 14 janvier), Michel Marc Bouchard était serein. Quand le concert de bravos étourdissait le petit gars du rang des Chicots, André Brassard, le metteur en scène de ses succès initiaux, le mettait en garde : « Si tu le crois quand on dit que tu es génial, tu devras le croire aussi quand on te traitera d'imbécile. » Et c'est arrivé, notamment pour *Les manuscrits du déluge* au TNM il y a 20 ans, un naufrage retentissant (« mauvais texte... Bouchard décevant... cela s'éparpille, va dans tous les sens... »). Alors il tente de garder la tête froide. Et n'hésite pas à me vendre sa salade en engloutissant une dernière crêpe. « Je vais faire un *peddler* de moi-même : je pense qu'*Une fête d'enfants* est une pièce magnifiquement écrite, elle est belle, bref, elle a toutes les qualités, et en plus elle dure une heure et cinq minutes. »

Quel sera le destin de cette dernière-née ? Plusieurs des précédentes ont été transposées au cinéma, la plupart du temps par l'auteur lui-même : *Les grandes chaleurs*, *Les muses orphelines*, *Les feluettes*, *L'histoire de l'oise*... Sans oublier, bien sûr, *Tom à la ferme*. Xavier Dolan assistait à la première, en janvier 2011. Il avait 21 ans et s'apprenait à

« J'ai failli dire adieu au monde, et j'ai vécu à cet instant-là un moment de grâce, de béatitude. J'ai pensé : si j'ai à mourir maintenant, merci ! »

tourner *Laurence Anyways*. « Je le revois encore après la représentation, fumant sa cigarette et me demandant à brûle-pourpoint : "Qui fait le film ?" "Personne, Xavier." Il fait : "OK, c'est moi. Tu me rappelles." Je ne l'ai pas fait, j'étais dubitatif. Une semaine après, il me téléphone : "Ben voyons ?" Et moi : "T'es sérieux ?" » Ils écriront le scénario en tandem, et le film, présenté en compétition à la Mostra de Venise, recevra le prix FIPRESCI, décerné par la critique internationale et attribué dans le passé à Ingmar Bergman (*Fanny et Alexandre*) et à Jean Cocteau (*Orphée*). Le duo remet ça avec *La nuit où Laurier Gaudreault s'est réveillé*, en 2019. Mais cette fois, le dramaturge donne carte blanche au réalisateur pour l'adaptation. « J'avais une espèce de droit de regard, mais je savais que Xavier allait, comment dire, "dolaniser" mon œuvre. D'ailleurs, je pense qu'il n'existe aucune réplique de la pièce dans la série de cinq épisodes. »

Son association avec Xavier Dolan lui a été bénéfique, outre le fait qu'elle lui a apporté une visibilité *glamour* accrue (« Hey maman, une page complète dans *Paris Match*, c'est surréel », a-t-il publié sur Facebook, preuve à l'appui). « J'avais l'impression d'être un vieil auteur, de faire partie des meubles. Et arrive ce jeune homme, je le dis sans flagornerie, qui voit un univers — le mien — dans lequel il se retrouve. » Il fait une pause. « J'ai eu une vie exceptionnelle. » Qui s'est presque arrêtée en mars 2023, quand son cœur a lâché. « J'ai failli dire adieu au monde, et j'ai vécu à cet instant-là un moment de grâce, de béatitude. J'ai pensé : si j'ai à mourir maintenant, merci ! »

Visiblement, les traitements ont porté des fruits depuis. C'est qu'il a la pêche. Et de l'appétit ! Vous auriez dû voir son assiette : plus le moindre bleu et, gros ou petit. ■

« C'est sûr que je suis devenu une sorte d'icône gaie [...]. J'ai appris à l'accepter, bien que je trouve que toute étiquette est une nuisance à la lecture et à la réception d'une œuvre. »

3 bonnes raisons de lire...

La grosse qui rêvait d'amour, de Nadia Tranchemontagne

Pour son premier roman, l'auteurice a choisi d'aborder avec humour des thèmes comme la neutralité corporelle et l'acceptation de soi. Beau programme !



L'HISTOIRE

Récemment diplômée en photographie, Samuelle entreprend un stage dans une agence de communication, et y fait de belles rencontres... Or, cette éternelle romantique, qui a grandi dans une famille où le poids est considéré comme étroitement lié au bonheur, demeure convaincue qu'elle doit changer son corps pour parvenir à trouver l'âme sœur. Dans sa quête de la relation parfaite, la jeune femme vit quelques déconvenues, mais aussi de « beaux accidents », qui la font cheminer. L'amour sera-t-il finalement au rendez-vous ?

SAMUELLE EST UN PERSONNAGE COMPLEXE ET ATTACHANT

Si le livre puise dans l'expérience personnelle de l'auteurice, il est aussi teinté des confidences glanées sur les réseaux sociaux, où elle aborde depuis plusieurs années les questions de neutralité corporelle et d'estime de soi. Cette communauté au vécu similaire « fut la bougie d'allumage du roman », affirme-t-elle. Ce kaléidoscope d'expériences humaines a permis à Nadia Tranchemontagne d'imaginer une Samuelle tout en nuances qui subit de la discrimination et trime dur pour s'accepter. Pour ne pas tomber dans un discours culpabilisant, l'auteurice a fait appel à la photographe et militante pour la diversité corporelle Julie Artacho, afin de connaître son point de vue.

CE ROMAN SUSCITE LA RÉFLEXION

Il y a de l'action dans le roman, mais aussi des passages de profonde réflexion. L'auteurice a réussi à créer un bel équilibre entre les péripéties de Samuelle — ses amours, son stage, ses prises de bec familiales — et les moments où elle s'interroge sur l'influence des figures parentales dans le développement de l'estime de soi, ou encore sur les vêtements de taille plus. Ce personnage parfaitement imparfait met en lumière nos paradoxes, par exemple quand Samuelle décide de s'épiler intégralement, alors qu'elle reconnaît qu'il s'agit d'une norme socialement construite.

L'AUTRICE EST UNE PRIMOROMANCIÈRE À SUIVRE

Nadia Tranchemontagne offre une histoire crédible et touchante tout en sensibilisant le lecteur à un thème qui lui est cher. Les prises de position de ses personnages sont assumées, mais souvent présentées avec humour. Et Samuelle, amie dévouée et amoureuse curieuse, est si sympathique qu'on s'y attache instantanément. Au fil des pages, on se languit de la voir trouver l'amour. La fin plutôt surprenante laisse peut-être présager une belle suite, qui sait ? (Québec Amérique, 248 p.)



En librairie ce mois-ci

Une histoire silencieuse, d'Alexandra Boillard-Lefebvre

Tout ce qu'Alexandra sait de sa grand-mère, c'est qu'elle est décédée alors que son père était encore bébé. Mais qui était Thérèse Lefebvre ? Qui étaient ses amis ? Quel type de mère était-elle ? Dans ce premier roman, le devoir de mémoire de l'auteurice s'incarne au sein des nombreuses entrevues qu'elle a menées auprès d'amis et de membres de la famille et dans l'analyse minutieuse des clichés où Thérèse apparaît, parfois souriante, parfois éteinte. L'écriture est empreinte de sensibilité et témoigne d'un souci d'éclaircir des souvenirs confus. (La Peuplade, 256 p.)

Étude pour l'obéissance, de Sarah Bernstein

Lauréat du prix Giller de la Banque Scotia en 2023, et en lice pour le prix Booker

la même année, ce court roman est dense comme une forêt touffue. Il raconte l'histoire d'une femme qui déménage dans un pays nordique pour s'occuper de son frère récemment séparé de son épouse. Or, son arrivée coïncide avec des événements étranges : des vaches qui deviennent hystériques, une chienne qui fait une grossesse nerveuse... Les gens du village soupçonnent rapidement la nouvelle venue. Jusqu'où ira-t-elle pour se faire accepter ? L'ambiance de huis clos, où règne une méfiance hostile, est fort réussie. Soulignons le travail d'orfèvre de la traductrice — elle aussi primée —, qui a su transposer brillamment un texte complexe et fascinant. (Traduction de Catherine Leroux, Alto, 156 p.)

Veuve Chose, de Michael Delisle

À 17 ans, Jean-Marc doit choisir entre le service

militaire et la corvée judiciaire. Il opte pour la seconde possibilité, qui consiste à officier comme bourreau d'un jour pour la pendaison de condamnés. Il peut néanmoins déroger à cette corvée en prenant ces derniers sous sa tutelle. C'est ce que le jeune homme décide de faire pour deux meurtriers... attachants : Veuve Chose et Joe LePied ! La plume pince-sans-rire de Delisle nous entraîne dans la virée plutôt rigolote de ce trio improbable. Le roman parfait pour décrocher un après-midi de tempête ! (Boréal, 152 p.)

Les déterrées, de Katia Belkhodja

À la fin des années 1990, Lounja et sa sœur Mouna quittent l'Algérie pour Montréal. Les deux femmes et leurs enfants, dont Rym, la narratrice du roman, évoluent dans une famille à l'arbre généalogique fortement ramifié dont le destin est façonné par les guerres, les conflits et la

colonisation. Rym raconte l'épopée des femmes de sa famille sur plusieurs générations. Ce récit bourré d'anecdotes est une lecture essentielle pour mieux connaître l'histoire de ce pays du Maghreb. (Mémoire d'encrier, 408 p.)

Les quatre, d'Ellie Keel

Ils sont quatre boursiers à faire leur rentrée à High Realms, un pensionnat anglais huppé, où il est difficile de se tailler une place. Pour Marta, Rose, Sami et Lloyd, cet établissement d'élite prend vite l'apparence d'une prison dorée : intimidation, trahisons et manigances sont au rendez-vous. Quand une étudiante sera blessée au point qu'on craigne pour sa vie, les quatre nouveaux devront s'allier pour protéger un des leurs, accusé du méfait. Ce thriller qui comporte plusieurs rebondissements est plutôt bien ficelé. (Traduction de Lisa Boron, City, 496 p.)

Nous renaîtrons peut-être, d'Hélène Laforest

Attendez-vous à de belles surprises en lisant ce recueil de nouvelles, chacune portant en son cœur un personnage féminin étonnant. Les thèmes sont variés et intrigants : les défis de l'alimentation éthique, l'enjeu du logement, le pouvoir des groupes de guérison... L'auteurice sème quelques touches de fantastique qui font sourire, comme cette maison qui avale les mots pour se régénérer. De plus, les histoires sont assez longues, ce qui permet une immersion dans leur univers. (Tête première, 330 p.) ■



**Grands Frères
Grandes Sœurs**
DU GRAND MONTRÉAL



Soutenez le mentorat jeunesse

Chaque relation compte. Chaque don compte.
Soutenons ensemble les jeunes de notre communauté.



Devenez bénévole ou faites un don
WWW.GFGSMTL.QC.CA



Intrus à l'aéroport

Un raton laveur a fait une entrée remarquée à l'aéroport LaGuardia de New York l'automne dernier : il a défoncé un carreau du plafond suspendu — où il se baladait — et a atterri derrière le comptoir de la compagnie Spirit Airlines. Sous les yeux des voyageurs effrayés, l'animal a rapidement été capturé. L'aéroport a pourtant bénéficié de rénovations totalisant huit milliards de dollars américains, mais celles-ci n'incluaient pas le terminal A, lieu de l'incident.

Fantôme numérique

Dans le Red Light d'Amsterdam, où les prostituées s'exhibent dans des vitrines, on peut désormais apercevoir l'hologramme de Betty, l'une d'elles, dont le meurtre survenu en 2009 n'est toujours pas résolu. L'image de synthèse hyperréaliste montre la jeune femme traçant le mot « help » sur la vitre qu'elle a embuée avec son souffle. La police espère que cela ravivera les souvenirs des passants et aidera à élucider le mystère entourant sa mort.



Patrimoine hivernal

Chaque hiver, les lacs gelés du Canada et du nord des États-Unis deviennent le terrain de jeu des pêcheurs sur glace. De 2007 à 2019, le photographe torontois Richard Johnson a pris plaisir à immortaliser leurs cabanes aussi colorées qu'éphémères.

CABANE DE PÊCHE: RICHARD JOHNSON; ILLUSTRATIONS: PAULINE STIVE POUR L'ACTUALITÉ
SOURCES: CNN, COLOSSAL, DAILY MAIL, JALOPNIK, NBC NEWS

Repos sous-marin

Le SS *United States*, jadis le paquebot le plus rapide au monde, a fait son ultime voyage. Le luxueux navire, qui a accueilli chefs d'État et vedettes hollywoodiennes dans les années 1950 et 1960, et passé les trois dernières décennies à quai dans le port de Philadelphie, est voué à devenir le plus grand récif artificiel de la planète. Les adeptes de plongée pourront désormais l'admirer au fond du golfe du Mexique.



La mode en marche

Une boutique de la chaîne de vêtements ITIB, en Chine, a troqué les traditionnels mannequins statiques contre des femmes en chair et en os. Ces dernières marchent sur des tapis roulants installés à l'entrée du magasin afin de montrer le tombé des vêtements. Une vidéo de cette présentation nouveau genre a récemment atteint plus de 10 millions de vues...



LEHAZIA TURNER, BRODEUSE DE JAMAÏQUE. PHOTO DE MARK PICKTHALL, 2022

Quand la broderie unit les nations

C'est une robe rouge pas comme les autres. Pendant 14 ans, à l'initiative de l'artiste britannique Kirstie Macleod, des pans de ce vêtement en soie ont voyagé dans 51 pays, où 380 personnes les ont brodés de motifs illustrant leur histoire. Réfugiées palestiniennes et ukrainiennes, survivantes du génocide

rwandais ou des guerres en Yougoslavie, artisanes mexicaines et saoudiennes, brodeur indien... toutes et tous ont mis l'aiguille à la robe pour en faire un symbole de ce qui unit les peuples. Les artistes mandatés ont été rémunérés et reçoivent une partie des revenus tirés des expositions où l'œuvre est présentée.

COMBATTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AU POUVOIR TRANSFORMATEUR DES FEMMES

COMMENT ?



Soutenir

Avec nos partenaires locaux, les communautés affectées lorsque des crises, des conflits ou des catastrophes naturelles surviennent.



Codévelopper

Des projets de développement à long terme, de concert avec nos partenaires locaux et les communautés.



Changer

Les mentalités et améliorer constructivement les lois et les politiques publiques.



DONNEZ

Oxfam.qc.ca



OXFAM
Québec

98.5

Philippe Cantin | Valérie Beaudoin | Michèle Boisvert
Catherine Beauchamp | Meeker Guerrier



**Le Québec
maintenant**

En semaine
15 h